

LA RÉVOLUTION MAINTENANT ET TOUJOURS

Au cours des années 1960, l'expansion du capitalisme avait provoqué de façon abrupte une crise culturelle, ou, comme on dirait aujourd'hui, une crise des valeurs. La société avait involontairement laissé grandir dans ses entrailles de nouvelles nécessités vitales qui entraient en conflit frontal avec les anciennes normes. Elles se transformèrent en matériel inflammable sans que personne ne s'y attende. Le développement économique était entré violemment en contradiction avec les structures idéologiques, créant une atmosphère de frustration favorable à des sentiments de déracinement et d'insatisfaction, sentiments qui sont dangereux lorsqu'ils outrepassent le domaine artistique et littéraire, comme les révoltes de cette époque n'allaient pas tarder à le montrer. La plus importante d'entre elles, et la plus fructueuse, fut celle de Mai 68. Un de ses résultats les plus visibles fut de produire une génération de jeunes radicalement opposée à la société de consommation, ou plutôt à la société du spectacle, une jeunesse qui ne pouvait pas être encadrée politiquement puisqu'elle portait son regard au-delà de la politique, car pour elle tous les partis étaient aussi absurdes et intégrés les uns que les autres. Il s'agissait d'une génération qui ne recherchait pas sa liberté et son identité dans un État modernisé ou dans une société remise à jour, mais dans la ruine de toutes les conventions sociales et de toutes les institutions. Une génération perdue dont Jaime Semprun fut un brillant représentant.

Le prolétariat commençait à se manifester de façon vigoureuse et historique ; ainsi la lutte des classes apparaissait-elle dans ses aspects les plus novateurs comme l'action au travers de laquelle celui-ci se reconnaissait lui-même et prenait conscience de sa mission principale, qui ne pouvait être autre que la subversion totale de la société archaïque. La critique situationniste, en montrant tout ce qu'il y avait de factice et de raté dans la vie sociale et politique, et formulant les aspirations les plus osées et les plus véridiques sous-jacentes aux combats du moment, causa un grand impact parmi les enfants perdus de cette époque, remplissant pour beaucoup le rôle du fil d'Ariane grâce auquel leur turbulent état d'esprit trouvait le chemin lumineux de la révolution dans l'obscurité de ses commencements indéterminés. Ou, dit d'une autre façon, elle devint l'outil de médiation avec la réalité grâce auquel ils parvenaient à l'âge adulte d'une façon bien particulière.

L'Internationale situationniste (I.S.) éveilla aussi une forte envie d'imitation parmi beaucoup d'inadaptés au système, tentatives qui ne pouvaient qu'échouer, puisqu'une fois passé la bataille des barricades de Mai, la répétition abstraite d'un ou de plusieurs détails ne pouvait produire aucun résultat. Loin des terrains de la lutte réelle, l'action dérivait invariablement soit vers un activisme aventureux et limité, soit vers la passivité prétentieuse et défaitiste. Jaime en fit l'expérience lors de ses premières rencontres et expériences collectives, pas toutes frustrantes, cependant. Lors d'une de ces rencontres, il fit la connaissance de l'ex-situationniste Eduardo Rothe, qui le présenta peu après à Guy Debord, personnage qui commençait déjà à être une légende. Ce contact bref avec Debord marqua l'esprit de Jaime Semprun et eut une influence sur l'évolution de sa pensée encore plus importante que l'expérience de 68.

D'après Debord, qui cherchait à se démarquer d'anciens compagnons comme Vaneigem et Viénet, la dissolution de l'I.S. avait été nécessaire pour éviter qu'elle ne devienne une avant-garde mystificatrice. À cette époque, si l'on voulait prêter quelque service à la révolution, il ne fallait pas seulement répondre à la question « Que faire ? » mais aussi à « Que se passe-t-il ? ». À sa façon, Debord tournait autour de la fameuse thèse sur Feuerbach (« Les philosophes n'ont fait qu'interpréter le monde de diverses manières ; ce qui importe, c'est de le transformer. » — Karl Marx, 1845). C'est dans ces termes qu'il s'adressa à Eduardo Rothe, dans une lettre datée du 21 février 1974 : « Le travail principal qui me paraît à envisager maintenant, c'est — comme contraire complémentaire de La Société du spectacle qui a décrit l'aliénation figée (et la négation qui y était implicite) — la théorie de l'action historique. C'est faire avancer, dans son moment qui est venu, la théorie stratégique. À ce stade, et pour parler ici schématiquement, les théoriciens de base à reprendre et développer ne sont plus tant Hegel, Marx et Lautréamont, que Thucydide, Machiavel et Clausewitz. »

Les événements qui se précipitèrent suite à la chute du gouvernement de Caetano au Portugal le 25 avril 1974 allaient offrir à Debord, de façon inespérée, le terrain pour l'action historique qu'il recherchait. Le capitalisme portugais avait voulu se moderniser quand la modernisation qu'il recherchait n'était qu'un archaïsme qui échouait partout, donnant lieu à deux mouvements opposés, celui de la formation rapide d'une bureaucratie politique et syndicale, et celui de l'affirmation autonome du prolétariat. Debord ne dis-

posait que de forces extrêmement limitées pour son opération stratégique : à Lisbonne, Afonso Pinto Monteiro, le traducteur en portugais de La Société du spectacle, et à Florence, Eduardo Rothe, qui fut encouragé par Debord à se rendre au Portugal. À Afonso, Debord explique que « l'exposé d'une perspective révolutionnaire doit toujours consister à décrire et expliquer ce qui se passe jour après jour ; et ne jamais se suffire du ridicule de proclamer abstraitement des buts généraux » (lettre du 8 mai 1974). À Eduardo il signale que « la première condition serait évidemment que « notre parti » ait pu constituer — ou rejoindre ? — à Lisbonne un groupe autonome ayant sa propre base d'expression » (lettre du 8 mai 1974).

Au cas où une véritable révolution aurait lieu, Debord se rendrait en personne au Portugal, même s'il ignorait le portugais, et ferait appel à d'autres compagnons. Les nouvelles étaient encourageantes et la chose pouvait aller loin. Ce n'était pas Mai 68, mais cela s'en rapprochait. À Lisbonne, le groupe d'Afonso et Eduardo avait formé un « Conseil pour le développement de la révolution sociale » et collé dans les rues une affiche comme celle de Milan (« Aviso a os proletarios portugueses sobre a possibilidade da revolução social », datée du 24 mai 1974 et dont le titre et le contenu étaient presque identiques au texte de Milan diffusé le 19 novembre 1969 par la section italienne de l'I.S.). Mais fin août, le processus révolutionnaire connaissait des difficultés, car les divers foyers révolutionnaires ne parvenaient pas à s'unifier, tandis que ses ennemis (la social-démocratie, l'état-major de l'armée et les stalinien) prenaient position. Le pire étant que les amis de Debord, passé quelques mois, même avec l'appui de l'ancien situationniste Patrick Cheval, ne semblaient pas être à la hauteur, laissant passer l'occasion de la manifestation ouvrière de septembre. Cependant, les informations que reçut Debord sur la manifestation de février 1975 convoquée par le Comité Interentreprises lui donnaient encore de l'espoir : « Il est clair que jamais le prolétariat moderne n'est allé aussi loin jusqu'ici, même pas en Hongrie où tant de facteurs étrangers faussaient le jeu, » écrivait-il à Afonso Monteiro le 24 février 1975, le pressant de « montrer le sens profond de cette organisation autonome, la logique même de son action, et mettre en garde contre ce qui va la combattre » (lettre du 24 février 1975).

Les informations transmises par les visites successives d'Antonia Monteiro (compagne d'Afonso) et d'Eduardo amenèrent Debord à conclure qu'il y avait effectivement une révolution en cours au Portugal, même si la presse internationale s'efforçait de la masquer, et que cette révolution serait probablement vaincue, étant donné la reconstruction du pouvoir étatique et l'acharnement de tous les exploités du monde pour l'arrêter. Dans l'état des choses, les groupes avancés ne pouvaient pas faire grand-chose de plus, en raison du manque de moyens et du fait que la phase finale allait avoir lieu sur un terrain beaucoup plus vaste. Mais Debord essaya de retarder cette phase finale de cette façon : « La situation révolutionnaire du Portugal est presque totalement inconnue à ce jour dans tous les milieux — même extrémistes — de tous les pays : quoi qu'il puisse arriver à présent, il va être important de publier à l'extérieur le maximum de vérité. » C'est à ce moment que Jaime Semprun entre en jeu.

Eduardo avait rédigé un texte sur la révolution moderne, mais il comportait le défaut de ne presque pas évoquer le Portugal. Il était nécessaire de le réécrire et de l'illustrer avec des anecdotes, mais sa situation matérielle et émotionnelle, toujours instable, l'empêchait d'avoir la tranquillité nécessaire pour cette tâche si urgente. Pour aggraver les choses, Debord rompit avec lui pour une raison personnelle, maquillée ensuite avec des accusations imprécises de « mensonges », « trucages », « misère » et « incapacité ». Bien qu'il se soit engagé à réécrire le livre en question, Eduardo retourna à Lisbonne pour disparaître ensuite au Venezuela. Jaime, au courant de l'affaire mais ne connaissant du Portugal que les récits fragmentaires d'Eduardo et les articles du Monde commentés par Debord, eut à affronter son premier défi d'importance : écrire en moins d'un mois le livre qui devait révéler au monde la révolution portugaise. Il remplit sa mission avec maîtrise, terminant le livre fin avril. Gérard Lebovici, propriétaire de Champ Libre, fut diligent : le 16 mai, La Guerre sociale au Portugal était en librairie. Debord trouva le livre magnifique et déclara que c'était « la première fois que l'on [pouvait] lire un tel livre avant la défaite d'une révolution » (lettre du 31 mai 1975).

L'importance d'une version en espagnol était primordiale puisque la proximité avec le Portugal laissait présager une contagion. Dans les deux pays, le mouvement ouvrier constituait la seule barrière à une modernisation parlementaire soutenue par le stalinisme. Au Portugal, les travailleurs des assemblées d'usine coordonnées de façon autonome étaient sortis dans la rue le 17 juin et le 4 juillet à Lisbonne, et le 19 juillet à Porto, refusant de soutenir aussi bien les stalinien que les socialistes. Debord signalait : « C'est surtout

cette force qu'il faut évoquer dans les postfaces aux éditions étrangères. » (Lettre du 23 juillet 1975, volume 0 de la Correspondance de Debord.)

En effet, Jaime s'était débrouillé pour que les maisons d'édition Ruedo Ibérico à Paris et Tusquets à Barcelone s'intéressent à La Guerre sociale. Tusquets se chargea de la traduction mais la censure du régime franquiste empêcha sa diffusion en Espagne. Finalement, le livre, avec son épilogue, fut publié au mois d'août à Paris dans une éphémère collection dirigée par Xavier Domingo (futur journaliste de Cambio 16), El Viejo Topo, qui faisait jusqu'alors partie de Ruedo Ibérico. Il y eut dans le même temps des éditions en Allemagne et en Grèce. Paradoxalement, l'édition en portugais ne fut publiée qu'une année après, en 1976.

Tout semblait aller pour le mieux ; Debord était fort satisfait du succès remporté par le livre et dans le même temps surgit l'idée d'en faire un autre contre l'idéologie française : Précis de récupération Debord aménagea même une chambre dans sa maison de campagne pour recevoir Jaime et sa compagne Anne. Le séjour estival du couple ne remplit pas les attentes débordiennes et ils se dirent au revoir avec une certaine froideur. Lorsque Jaime proposa une nouvelle rencontre, Debord fit savoir à travers sa femme Alice qu'il était trop occupé. Ensuite, rien. Aucune réponse suite à l'envoi du Précis de récupération. Jaime était déconcerté et il s'interrogeait sur la raison de la fin soudaine de cette relation chaleureuse et amicale. Il adressa une lettre, datée du 6 février 1976, qui reçut une réponse nébuleuse : « J'admets volontiers que tout cela est pour une grande part affaire de goûts personnels. Là, comme dans l'emploi de la vie et les préférences entre ceux que l'on y rencontre, il n'y a certainement pas à exposer et soutenir ses goûts, dans le but parfaitement vain d'y rallier qui en a d'autres. » (Lettre du 11 février 1976.)

Jaime demeurait tout aussi perplexe. Il aurait souhaité que Debord lui expliquât les changements survenus dans ces goûts et préférences si similaires jusqu'il y a si peu de temps. Mais comprenant que des explications ne changeraient rien au fait essentiel de la prise de distance, il n'insista pas. Ce n'est que plusieurs mois après qu'il apprit le vrai motif. Debord lui avoua : « J'ai eu l'impression que nos relations avaient pris une autre tournure après un soir où je t'ai amené dîner chez de jeunes ouvriers, presque tous chômeurs. J'ai été surpris de la grande sévérité de ton jugement sur ces gens, au sortir de chez eux ; surtout en considérant parallèlement, d'après tes propres récits et conclusions, combien de tristes pro-situs t'avaient successivement entouré, qu'il t'avait fallu parfois quelque temps pour percer à jour et repousser [...]. Je ne veux certes pas exagérer la signification de cet incident assez anodin, mais c'est un fait que j'ai remarqué après cela qu'il n'y avait plus la même sympathie entre nous. » (Lettre du 26 décembre 1976.) Il s'agissait d'une incompatibilité de caractères. Un esprit ouvert et franc comme celui de Jaime entraînait en collision avec celui, sinueux et ombrageux, de Debord à cause d'une discussion insignifiante à laquelle le premier n'accorda pas d'importance mais qui fut extrapolée par le second. Jaime était libre d'agir pour son compte mais pour l'entourage de Debord il était hors-jeu. Il mit peu de temps à s'en apercevoir.

Alors que la révolution s'éteignait au Portugal, le processus qui l'avait enclenchée apparaissait encore bien vivant en Italie et en Espagne. Précisément, c'est la répression contre ce mouvement qui avait provoqué mon exil à Paris aux alentours de mai 1975. Je tombai sur La Guerre sociale au Portugal dans une librairie libertaire et j'y trouvai des clés pour comprendre le processus qui se déroulait en Espagne. J'écrivis à Champ Libre dans le but de me mettre en contact avec l'auteur. Jaime me répondit positivement par courrier en m'invitant à une soirée à son domicile de la rue de Trévise. Nous parlâmes de tout. Jaime connaissait assez bien la Guerre civile espagnole car il avait travaillé entre 1970 et 1971 à la préparation, et même à la rédaction, du livre de son oncle Carlos Semprún-Maura, Révolution et contre-révolution en Catalogne, qui venait d'être publié en catalan. Beaucoup de pages révélaient son style agile et tranchant en contraste avec celui de son oncle, quelque peu empesé et pédagogique. Le Précis fut publié en janvier 1976. Après un laps de temps, nous nous mettions d'accord pour rédiger ensemble un texte en espagnol qui décrirait la situation en Espagne avec le contexte de tension en Europe suite à la révolution portugaise, la stratégie de la tension en Italie et la chute du régime des colonels en Grèce. Jaime apporterait son analyse stratégique dérivée de son expérience portugaise, et moi la connaissance concrète des grèves conseillistes espagnoles. De cette combinaison allait naître en mars 1976 une brochure destinée à la diffusion militante en Espagne, sous le titre clausewitzien La campagne d'Espagne de la révolution européenne. Nous nous adressions aux travailleurs combattifs en tant qu'« Internationaux de la Région Espagnole », reprenant la dénomination utilisée dans la Première Internationale, au début du mouvement ouvrier, et nous signions « Los

Incontrolados », revendiquant ainsi le nom infamant que la coalition formée par la bourgeoisie républicaine et la bureaucratie politique et syndicale de 1936 donnait au prolétariat révolutionnaire qui n'obéissait à personne tout en combattant ses ennemis internes et externes. La brochure n'eut pas une grande diffusion car nous avions peu de contacts et une partie du tirage était tombée dans les mains de la Guardia Civil lors d'un contrôle à la frontière. Un projet parallèle fut d'écrire un livre qui donnerait à connaître la dernière révolution espagnole du point de vue de son protagoniste le plus radical, le fondateur du groupe des Amis de Durruti (Agrupación de los Amigos de Durruti), Jaime Badius, qui résidait dans un sanatorium à Hyères. J'écrivis à Badius en l'incitant à rédiger ses mémoires, mais il était prostré dans une chaise roulante et avait de la difficulté pour écrire, en plus de ne pas disposer des documents nécessaires. Ce projet fut mis de côté, mais pas abandonné (en juin 2003 était publiée à Barcelone La revolución traicionada. La verdadera historia de Badius y Los Amigos de Durruti).

Pendant ce temps-là, le mouvement ouvrier espagnol entraînait dans une phase autonome, sans frein syndical ou politique pour l'arrêter. La modernisation de l'Espagne franquiste ne pouvait se permettre le luxe de voir des « soviets » en pleine progression, c'est pourquoi les principaux dirigeants donnèrent l'ordre de tirer sur les manifestants. Le 3 mars 1976 à Vitoria fut le point d'inflexion du processus. À partir de ce moment, les ouvriers devaient soit se coordonner à un niveau national contre le pouvoir, en combattant tous les obstacles qui entraveraient leur chemin, soit attendre la suite, en se retranchant dans les centres où la résistance était la plus forte. Passer à l'offensive ou rester sur la défensive. Nous avions l'intention de faire de la publicité au choix qui s'offrirait dans la péninsule, en publiant un livre. Heureusement, en mai, un dossier épais rempli de tracts et de documents sur les travailleurs de Vitoria tomba entre nos mains, ce qui nous fournit des informations de première main (Informe Vitoria, enero-abril 1976, Grupo de trabajo Alternativa, mai 1976. En automne de la même année, Ruedo Ibérico publia Gasteiz. Vitoria : de la huelga a la matanza). Jaime, faisant usage de son expérience, se mit au travail et en octobre nous disposions d'un texte présentable auquel nous donnions le titre de Manuscrito encontrado en Vitoria, en nous inspirant de Potocki. Jaime se réunit avec Lebovici pour lui proposer le Manuscrito, mais ce dernier ne trouva que des objections à faire au texte. Jaime les prit au pied de la lettre, c'est-à-dire comme des objections en vue d'améliorer le texte, sans comprendre qu'il s'agissait d'un refus implicite de le publier. Ne se doutant de rien, confiant, Jaime réélabora le texte en tenant compte des critiques de Lebovici et lui présenta la nouvelle version en décembre, rencontrant cette fois un refus formel. Le procédé habituel chez les éditeurs de ne pas dire « oui » au lieu de dire « non » eut raison du côté ingénu et presque innocent de Jaime. Si Jaime n'avait pas subi ce traitement lors des deux précédentes occasions (La Guerre sociale et le Précis de récupération), c'était à cause de quelque chose ou de quelqu'un. La chose la plus logique était de penser que le responsable du changement d'attitude de Lebovici était Debord, mais si Jaime savait qu'il ne figurait plus parmi ses amis, il était doublement ingénu de lui demander : « J'avais bien compris que je n'étais plus de tes amis, dois-je comprendre qu'il me faut désormais te compter parmi mes ennemis ? » (Lettre du 17 décembre 1976, Éditions Champ Libre, Correspondance volume 1.)

Cette maladresse permit à Debord d'affecter une innocence sans tache et à Lebovici un jugement personnel à l'abri des influences. En effet, Debord avait reçu une photocopie du manuscrit mais n'avait pas répondu à cet envoi, ce qui prouvait, à ses yeux, qu'il n'était pour rien dans le refus de Lebovici. Cependant, Debord reconnaissait ne pas trouver le Manuscrito excellent : « Il ne s'agit pas d'un désaccord politique de base. J'approuve les intentions révolutionnaires du prolétariat espagnol, et les auteurs qui les approuvent. Cela ne donne pas une force suffisante à l'ouvrage. » À son avis, le texte ne donnait pas une explication cohérente de ce qui se passait en Espagne, affirmation très discutable si l'on ne montre pas d'exemples de cette supposée incohérence. Debord ajouta qu'il trouvait le livre « beaucoup plus révolutionnaire, et beaucoup plus intéressant, que ceux que Champ Libre [avait] publiés autrefois sur l'Irlande ou l'Italie, pour ne rien dire des horreurs sur l'Allemagne » (Lettre du 26 décembre 1976). Mais, somme toute, si Lebovici le considérait moins bon que les deux livres précédents de Jaime, il avait bien fait de ne pas le publier. À cette époque, Debord se concentrait davantage sur la réalité italienne, après avoir traduit le Véridique rapport [2], que Lebovici, soit dit en passant, citait en exemple de ce qu'il faudrait faire en Espagne. Il est vrai que Debord aimait Gracián et Jorge Manrique, mais il ne connaissait pas le pays et encore moins ses classes dangereuses ; pas plus qu'il ne savait ce qui se tramait entre l'appareil franquiste et l'opposition « démocratique » stalinienne, mis à part ce que publiaient les journaux. Il ne connaissait pas le problème énorme que posait aux réformistes le mouvement ouvrier débar-

rassé des bureaucraties. Le voyage qu'il fit avec Pierre Lepetit vers 1969 eut lieu trop tôt, avant que les événements se précipitent. Et ceux qu'il fit après eurent lieu trop tard (celui qu'il fit à Séville date de 1983 [3]), et il ne brilla pas spécialement par sa lucidité lors de la campagne en faveur des prisonniers de Ségovie. Cependant, son ignorance ne l'empêcha pas de « laisser passer » le refus de Lebovici. Jaime considéra qu'il s'était mis en mauvaise posture en reprochant à Debord une hostilité qui, par voie épistolaire, se présentait comme une simple différence d'opinion ou une frivole question de goût, et il prit congé sur une sorte d'autocritique, tant était vif le respect que lui inspirait celui qui l'avait rapproché de la révolution mondiale et qui l'avait ensuite laissé en dehors des festivités, ou tant était grande sa générosité envers l'amitié gâchée. Mais les relations avec Debord, parfois orageuses, d'autres fois paisibles, se poursuivirent par la suite.

Le refus de Champ Libre ne nous découragea pas, mais le temps pressait, tandis que la transformation du régime franquiste en parlementarisme à l'européenne avançait à marche forcée. Pour ma part, je me disposais à quitter l'exil et à retourner en Espagne pour voir ce qu'il était possible d'y faire sur place, alors que Jaime n'avait pas suffisamment de relations pour faire publier dignement le Manuscrito. C'est pourquoi nous décidâmes d'en réduire la taille et de le publier sous forme de brochure, comme pour la Campagne, mais cette fois en Espagne. J'éliminai les citations de la Campagne, je divisai le texte en deux parties, ajoutant une citation des Amis de Durruti en tête de la seconde, je le traduisis en espagnol et le peaufinai en ajoutant quelques lignes afin de connecter des passages. La signature ne changerait pas, « Los Incontrolados ». Au dos, je plaçai la note de la Campagne avec le texte « Ce qu'il faut savoir sur Los Incontrolados ». Jaime mit la cerise sur le gâteau en trouvant à la Bibliothèque Nationale la citation originale de Donoso Cortés qui ouvrait le volume, détail qui l'obsédait (« Lorsque la légalité est suffisante pour sauver la société, la légalité ; quand elle ne suffit pas, la dictature », discours du 4 janvier 1849). Comme pour s'excuser de sa minutie, il disait : « Rien n'est assez beau pour le prolétariat. » De retour à Barcelone, sans un sou, je n'eus pas de problème pour trouver une imprimerie pour l'éditer. Nous étions alors en mai 1977. Avec une voiture prêtée, j'entamai une tournée dans plusieurs villes, accompagné de trois amis, afin de déposer les exemplaires dans les librairies. On ne peut pas dire que le Manuscrito ait été un grand succès, mais il ne passa pas inaperçu. En décembre, une traduction en français parut à Toulouse, ce qui incita Jaime à publier la version originale dans la revue qu'éditaient Roger Langlais et Bernard Pêcheur, L'Assommoir, dans le même numéro où était publiée sa défense de la révolution ouvrière portugaise contre les « syllogismes démoralisateurs » de l'ultra-gauche [4]. Il y eut en 1979 une autre édition en Angleterre, sous la responsabilité des frères Wise. En 1981, une troisième brochure des « Incontrolados » fit son apparition [5], mais l'extinction du mouvement ouvrier autonome et la disparition des assemblées de la scène radicale bloquèrent le débat théorique et enterrèrent la mémoire de la lutte des classes de cette époque sous des tonnes d'histoire officielle répandue par tous les médias. Néanmoins, le retour des luttes sociales alimentait l'intérêt pour le Manuscrito, photocopié d'innombrables fois, réédité deux fois (en 1999 par Literatura Gris et en 2004 par Klinamen), et, ce qui est inévitable par les temps qui courent, publié sur Internet. Le Manuscrito continua à déranger au point que les esthètes qui travaillent pour la domination crurent bon de le banaliser sous forme d'œuvre d'art lors d'une exposition répugnante (Desacuerdos, au MACBA de Barcelone, avril 2005).

Pour cette réédition, nous avons voulu introduire le lecteur dans l'atmosphère de l'époque, en nous concentrant sur les premières vicissitudes de l'auteur du Manuscrito, à la longue trajectoire révolutionnaire et théorique, qui est mort en août 2010 et a laissé un souvenir ineffaçable chez tous ceux qui se félicitèrent d'être ses collaborateurs et amis.

Miguel Amorós, 9 décembre 2012

LA TECHNOLOGIE COMME DOMINATION

La constatation que le cycle de luttes ouvrières inauguré par la révolte de Mai 68 s'était achevé dans les années 1980 par la défaite du prolétariat a conduit l'Encyclopédie des Nuisances (EdN), mon groupe de l'époque, à effectuer quelques déductions rapides. La première d'entre elles fut que la production moderne était uniquement production de nuisances, et par conséquent entièrement inutilisable (ou indétournable, comme l'auraient dit les situationnistes). La réappropriation de la société par la classe révolutionnaire ne pouvait se fonder sur l'autogestion du système productif, mais elle devait

le démanteler. L'émancipation humaine ne pourrait jamais se réduire à une simple question de technique.

L'idée de trouver la liberté et le bonheur dans le développement des forces productives, à la façon du modèle progressiste bourgeois, était simplement une absurdité. Le développement de ces forces avait toujours été une arme contre la classe ouvrière et son projet d'émancipation; les racines de l'exploitation se trouvaient davantage dans ce développement (et les formes du travail et de survie qu'il imposait) que dans sa nature même. Après avoir produit un monde inutilisable, l'exploitation aspirait à devenir irréversible. Le groupe de l'EdN avait dit clairement que le dépassement historique de la société de classes passait par sa destruction complète et entière, et non par une autogestion de ses ruines, ou encore moins par un retour à un passé idyllique à l'abri de l'histoire. Cependant, la voie révolutionnaire pour la reconstruction d'une société libre posait des problèmes nouveaux que l'EdN avait à peine esquissés, comme celui de l'absence de sujet historique réel et celui de son contraire, le triomphe total de l'aliénation capitaliste ou, comme le disait l'Internationale Situationniste (IS), du spectacle.

C'est une banalité de base que de dire que la révolution sociale a perdu son sujet. Le processus de tertiariation de l'économie a prolétarisé toute la société, mais il a aussi liquidé la classe liée à l'usine. Aucun aspect de la vie quotidienne n'est resté en dehors des nouveaux impératifs économiques et techniques, parce que l'usine est maintenant la société même, ce qui n'a pas renforcé les liens de classe mais les a dissous. Le sujet révolutionnaire constitué n'existe pas en dehors des fantaisies ouvriéristes de groupuscules, en tant que prolétariat mythique au nom duquel se sont effectuées les analyses les plus bornées et se sont perpétuées les aspirations à le diriger les plus schizophréniques. Celui qui pouvait encore croire, ne serait-ce qu'en rêve, à une avant-garde destinée à construire au nom d'une classe un pouvoir séparé a vu s'effondrer son édifice idéologique et se retrouve le cul nu.

L'EdN pensait que les luttes contre les nouvelles formes d'oppression, contre les nuisances produites par le système de production, étaient le terrain où pouvait se poser en pratique et sur le plan international la question sociale oubliée; en d'autres termes, le terrain où pouvait se reconstruire la classe ouvrière. Mais ces luttes sont tombées dans les travers les plus médiocres du spectacle et le combat contre les nuisances a dérivé inévitablement vers leur gestion intégrée. C'était le grand moment de l'écologisme, et aucune approche révolutionnaire, forcément contraire au développement techno-économique et par conséquent antiprogessiste, ne pouvait trouver une brèche par laquelle s'engouffrer. Il s'est alors imposé une réflexion théorique sur les origines de l'aliénation moderne.

La critique de l'idée de progrès nous a conduits à la critique de ses outils les plus caractéristiques: la science et la technologie. La séparation entre ces savoirs et l'humanité susceptible de les utiliser était à la base de cette « crise de la raison », dont parlaient les apologistes postmodernes de l'ordre établi. Dans le cours de la mécanisation du monde, cette séparation avait converti la science et la technologie en religion des dirigeants. A force d'être utilisées à dresser et soumettre les humains, elles avaient fini par conditionner et déterminer tout le développement économique et toutes les formes d'exploitation. En un mot, elles étaient devenues autonomes. C'est la clef des analyses de Jacques Ellul comme de Lewis Mumford. Les penseurs de l'École de Francfort (Adorno, Horkheimer, Marcuse) avaient déjà remarqué que la domination de la nature par l'homme avait entraîné la domination de l'homme par la technique. Cette dernière avait libéré l'homme de la nature, mais pour le soumettre à ses propres lois: elle avait créé une seconde nature. La mécanisation prenait les commandes dans une époque de barbarie équipée qui se caractérisait de plus en plus par la domination des moyens sur les hommes, simples instruments de ses instruments. Les régimes totalitaires furent ses premiers résultats politiques, à partir desquels les francfortiens tirèrent leurs conclusions.

L'inédit de notre temps ne s'exprime pas dans les énormes avancées scientifico-techniques, car la nouveauté dans la société n'est pas la présence de la technique, mais dans le fait que la technique, ou plutôt la technologie, détermine l'organisation sociale, domine la vie et oriente l'action. La contradiction principale ne réside pas dans l'opposition entre le développement des forces productives et celui des moyens de production, mais dans le fait que cette opposition conduit à une solution éminemment technique, consacrant la domination de la technique et la domination (le pouvoir) comme technique. La civilisation capitaliste place la production séparée au centre de la société; le pouvoir dépend de la production, la production dépend de la technologie, par conséquent le pouvoir dépend de la technologie. La technologie étant

la principale force productive, le progrès social suit la logique du progrès technologique. Et comme le dit Ellul, la technologie n'est rien d'autre que le mode d'organisation du monde. Le pire de tous. La technique n'est pas neutre, elle ne l'est jamais. Elle n'est pas innocente politiquement: lorsqu'on choisit une technique, on choisit également une politique, comme le disait Langdon Winner. La technique n'est pas quelque chose de fortuit, c'est un projet social et historique précis. L'usage de n'importe quelle technique dépend de sa structure, de sa conception. Si l'on choisit une technique déterminée, on en accepte les conséquences. Pensons par exemple au travail à la chaîne, au chemin de fer et à l'automobile. La chaîne de montage n'a-t-elle pas créé un prolétariat esclave? Qui met en cause le rôle du chemin de fer dans la conformation des États modernes? Qui doute de la responsabilité de l'automobile dans la destruction des villes? La technique ne cherche pas à s'intégrer au monde, mais au contraire, elle veut que le monde s'intègre à elle. Le résultat est tout autre que celui espéré. Une technologie implique un changement total. L'introduction de l'automobile dans la société n'a pas eu pour résultat l'apparition d'une société avec des voitures, mais d'une autre société avec une plus grande division du travail, consommant du pétrole, avec un autre genre de villes, avec d'autres genres d'individus, plus dépendants, entretenant d'autres relations. Et que s'est-il passé avec l'accession au téléviseur, ou avec l'extension d'Internet? Pouvons-nous nous arrêter à envisager la quantité d'opérations, de pollution et d'intérêts s'accumulant dans la fabrication d'une puce de silicium ?

Avec la technologie, les uns gagnent et les autres perdent, quoique les bénéfices et les pertes ne soient pas répartis équitablement. D'un côté le pouvoir grandit, de l'autre la dépossession s'emballa. La mécanisation du foyer domestique «libère» la maîtresse de maison, mais pour la transformer en travailleuse. Les machines ont facilité une plus grande production, mais elles ont détruit les métiers; de nos jours elles favorisent la production automatique en même temps qu'elles multiplient le travail précaire. Une machine comme l'ordinateur augmentera les possibilités d'informer et de coordonner, et ceux qui en tireront les meilleurs bénéfices ne seront pas les communautés virtuelles de pseudo-contestataires, mais les grandes organisations: par exemple les holdings financiers, les entreprises multinationales, les armées, la police ou le fisc. Non seulement le système économique mondial est une réussite de la technologie, mais le complexe financier, militaire et politique qui gouverne le monde, la «mégamachine» de Mumford, est l'expression même de la pure technologie. Grâce à elle, ceux qui contrôlent peuvent savoir ce que nous achetons, lisons, disons; avec qui et où nous allons, ce que nous faisons, etc. Nos amours, nos haines, nos goûts, nos mouvements, etc., sont médiatisés par des objets techniques, celui qui les contrôle nous contrôle. Est-ce que cela a encore un sens de parler de relations humaines sans téléphone portable? Avec ces appareils, toute notre vie est transparente aux multiples entreprises et administrations étatiques. Ce qu'ils nous donnent en échange nous rend-il plus libres? La domination se dissimule comme technique. Le pouvoir dominant dispose de la raison technique comme moyen de légitimation. Le manque de liberté et l'oppression sont justifiés comme exigences techniques.

La technique altère la perception naturelle de la réalité, jusqu'au point de créer une conception de la réalité qui lui est propre. Tout ce que voit un homme assis devant un écran d'ordinateur lui paraît information. Les vieux mots ont changé de signification: «communication», «mémoire», «vérité», «fait», «liberté», «débat», «opinion», etc., ne veulent pas dire la même chose selon les différents moments historiques séparés par un important décalage technologique. Souvent ils veulent dire le contraire. Ceux qui contrôlent la technologie contrôlent aussi les idées. L'idéologie technologique, la technique comme idéologie, vampirise les formes antérieures de légitimation du pouvoir telles que l'idéologie politique, la nécessité économique ou la religion, en créant la plus grande unanimité. Le proverbe espagnol bien connu: «Una cosa piensa el caballo otra quien lo ensilla» («Une chose pense le cheval, une autre celui qui est en selle») est devenu faux sous le ciel technologique: dominants et dominés pensent de la même manière. Les dirigeants et les dirigés sont d'accord sur le fond et divergent seulement sur la forme. La protestation apparaît donc comme un des aspects de l'ordre. Le spectacle intégré est le dernier exploit de la technique.

Les situationnistes avaient raison en situant l'aliénation sur le terrain de la vie quotidienne, car la critique de la vie quotidienne est la base de toute la critique sociale. Là, chacun se retrouve en tête à tête avec l'aliénation objectivée sous la forme d'innocentes machines. Et pour lui faire face chacun doit construire d'entrée un mode de vie qui se passe du plus grand nombre possible d'entre elles. Et comment le faire? C'est tout un programme. Un mouvement révolutionnaire de lutte de tous les opprimés, pour la transfor-

mation et la libération effective de tous les aspects de la vie sociale, ne doit-il pas commencer par la vie quotidienne? La technologie autonome est la base de l'esclavage présent, la résistance à la technologie doit être contenue dans tout conflit qui s'organise; c'est ce qui peut convertir le moindre affrontement particulier en cause commune. Et dans ce sens les luttes entraîneraient une prise de conscience. L'émancipation de l'humanité prolétarienne doit être par-dessus tout celle de son émancipation de la technologie autonome.

Miguel Amorós

Préliminaires, une perspective anti-industrielle, avril 2004.

NOUS, LES ANTI-INDUSTRIELS

La foi en la croissance économique illimitée comme solution aux maux de la société est inhérente au régime capitaliste, mais ce n'est que depuis les années cinquante du siècle précédent qu'elle est devenue, sous le nom de développement, une politique d'État. Dès lors, la raison d'État devint essentiellement raison de marché. Pour la première fois, la survie des structures de pouvoir étatiques ne dépendait pas des guerres, fussent-elles « froides », mais d'économies, « chaudes » de préférence. La liberté, toujours associée au droit civil, s'exprimait toujours plus dans le droit commercial. Être libre, dorénavant, cela voulait dire, exclusivement, pouvoir travailler, acheter et vendre en toute liberté, sans réglementations ni entraves. Par la suite, le degré de liberté des sociétés capitalistes tendit à être déterminé par le pourcentage de chômeurs et le niveau de la consommation, c'est-à-dire par le degré d'intégration des travailleurs. Et, corollairement, la contestation sociale la plus authentique se définit comme refus du travail et de la consommation, c'est-à-dire comme négation de l'économie autonomisée vis-à-vis de la collectivité, comme critique anti-industrielle.

Rapidement, le développement s'est mué en une menace, non seulement pour le milieu ambiant et le territoire, mais en outre pour la vie des personnes, dès lors ramenée aux impératifs du travail et de la consommation. L'altération des cycles géochimiques, l'empoisonnement de l'environnement, la dissolution des écosystèmes et l'épuisement des ressources mettent littéralement en danger la survie de l'espèce humaine. La relation entre la société urbaine et l'environnement suburbain devient toujours plus critique, car l'urbanisation généralisée du monde emporte sa banalisation destructrice non moins généralisée : uniformisation du territoire à travers son accès facilité ; destruction de la terre par la contamination et le bitume ; effondrement de ses habitants par l'immersion dans un nouveau milieu artificialisé, sale et hostile. Le développement, dans son appétit de valoriser le territoire et la vie, ne pouvait qu'entraîner la dégradation du milieu naturel et la décomposition sociale, mais, à partir du moment où toute forme de croissance devient fondamentalement une forme de destruction, la destruction tendit elle-même à devenir un facteur économique nouveau et se convertit en condition sine qua non. Le développement rencontra ses limites dans le pic de la production de pétrole, le réchauffement global, le cancer et la production de déchets. Les forces productives autonomes étaient principalement des forces destructrices, ce qui rendit problématique et dangereuse toute fuite en avant. Mais la solution au problème, dans la logique capitaliste, résidait dans ce même péril. Grâce à lui, on put convertir en valeur d'échange les éléments naturels gratuits comme le soleil, le climat, l'eau, l'air, le paysage... Ou les symptômes de décomposition sociale comme l'isolement, l'agressivité, les vols, la marginalisation... Le risque et la névrose se muèrent en capital. Les critiques écologiques et sociologiques fournirent des idées et des arguments aux dirigeants du monde. Ainsi, la nouvelle classe dominante liée à l'économie globalisée a cru trouver la solution dans le syndicalisme de concertation, la convivialité marchandisée, la technologie policière, le consumérisme « critique », le recyclage et l'industrie verte ; en résumé, dans le développement « soutenable » et son complément politique, la démocratie « participative ».

La croissance économique, à partir des années soixante-dix, ne put se maintenir plus longtemps par le recours à la main d'œuvre et en vint à dépendre du développement technique. La technologie se transforma en la principale force productive, supprimant les contradictions qui jaillissaient de la prépondérance de la force de travail. Plus avant, les ouvriers cessaient de constituer l'élément principal du procès de production, et par conséquent, perdaient de leur intérêt comme facteur stratégique de la lutte sociale. Si les conflits du travail n'avaient jamais interrogé la nature aliénante de celui-ci, ni l'objet ou les conséquences de la production, étant entendu que les luttes ouvrières se mouvaient en permanence dans l'orbite du capital, encore moins questionneraient-ils maintenant le noeud du problème, à savoir la

machine, se condamnant par là à l'inefficacité la plus absolue dans le cours des luttes pour la liberté et l'émancipation. Les idéologies ouvriéristes étaient progressistes ; elles considéraient le travail comme une activité moralement neutre et affichaient une confiance aveugle dans la science et la technique, auxquelles elles assignaient un rôle de pilier du progrès une fois que les moyens de production seraient tombés dans les mains du prolétariat. Elles critiquaient la domination bourgeoise sur le fait de ne pas être en mesure de développer à fond ses capacités productives, c'est-à-dire de ne pas être suffisamment en faveur du développement. Elles démontrèrent leur égarement sur ce point : le capitalisme, au lieu d'inhiber les forces productives, les développe au contraire au maximum. La société pleinement bourgeoise est une société d'abondance. Et c'est précisément cette abondance, produit de ce développement, qui a détruit la société. Au pôle opposé, les anti-industriels, répugnant par définition à l'augmentation des forces productives, questionnent les moyens de production mêmes, vu que la production, dont la demande est déterminée par des besoins fictifs et des envies manipulées, est dans sa plus grande part inutile et préjudiciable. Loin de vouloir se les approprier, ils aspirent à les démanteler. Ils ne fondent pas leur cause sur l'autogestion de ce qui existe, mais sur le retour au local. Ils interrogent aussi l'abondance, en tant qu'elle est seulement abondance de marchandises. Et ils critiquent le concept ouvriériste de crise comme moment favorable aux forces révolutionnaires. Bien au contraire, le capitalisme a appris à s'installer dans la crise et à démontrer plus de capacité de manœuvre que ses ennemis supposés. L'histoire de ces dernières années nous enseigne que la crise, loin de faire émerger un sujet historique quelconque, n'a pas fait autre chose que propulser la contre-révolution.

La vision du futur prolétarien était la société convertie en usine, rien de bien différent de ce qui existe, dans laquelle la société entière est un hypermarché. La différence tient à ce que dans la période de domination réelle du capital les centres commerciaux ont remplacé les usines et, par là même, la consommation prime sur le travail. Pendant que les classes dangereuses se convertissaient en masses salariées dociles, objets passifs du capital, le capitalisme a approfondi sa domination, tout en relâchant les liens avec le monde du travail.

À sa façon, le capitalisme moderne est aussi contre le travail. Dans la phase antérieure de domination formelle du capital, on travaillait pour consommer ; dans l'actuelle, il faut consommer sans cesse pour que le travail existe. La lutte contre le développement cherche à rompre ce cercle infernal, raison pour laquelle elle part de la négation tant du travail que de la consommation, ce qui la conduit à questionner l'existence de ces lieux qu'on appelle à tort des cités, où ces activités sont prépondérantes. Elle condamne ces agglomérats sans forme peuplés de masses solitaires au nom du principe oublié qui présida à leur fondation : l'agora. C'est la dialectique travail/consommation qui caractérise les villes en même temps comme entreprises, marchés et usines globaux. Ainsi, l'espace urbain a cessé d'être un lieu public pour la discussion, l'autogouvernement, le jeu ou la fête, et sa reconstruction se conforme aux choix les plus spectaculaires et les plus en faveur du développement. La critique du développement est alors une critique de l'urbanisme ; la résistance à l'urbanisation est une défense par excellence du territoire. La défense du territoire, qui se situe, après la disparition de l'agriculture traditionnelle, au coeur de la question sociale, est un combat contre sa transformation en marchandise, c'est-à-dire contre la constitution d'un marché du territoire. Le territoire est maintenant un facteur de développement fondamental, source inépuisable de sol pour la construction, promesse de gigantesques infrastructures, lieu pour l'installation de centrales de production d'énergie ou de gestion des déchets, espace idéal pour le tourisme et l'industrie de l'oisiveté... C'est une mine sans fond d'impôts et de postes de travail précaires, ce qu'il faut pour mettre d'accord les autorités régionales, les forces vives municipales et les écologistes néo-ruraux, pour lesquels la question du territoire est surtout un problème fiscal et de bassin d'emploi. La logique de la marchandise fragmente et colonise le territoire à partir des conurbations, en composant avec le tout un seul système métropolitain. Les luttes contre le développement disposent donc dans la défense du territoire d'une digue contre la vague urbanisatrice du capital. Elles tentent de faire reculer les frontières urbaines. Elles sont des luttes pour la récupération du collectivisme agraire et pour la désurbanisation. Mais elles sont aussi des luttes qui cherchent la rencontre et la communication entre les personnes, des luttes pour le rétablissement de la vie publique.

Pour que la critique anti-industrielle nourrisse les luttes sociales, il faut que surgisse une culture politique radicalement différente de celle qui prédomine aujourd'hui. C'est une culture du « non ». Non à tout impératif économique,

non à toute décision de l'État. Il ne s'agit donc pas de participer au jeu politique actuel pour contribuer en aucune manière à l'administration du présent état de choses. Il s'agit bien mieux de reconstruire parmi les opprimés, en dehors de la politique mais au sein même du conflit, une communauté d'intérêts opposés à ce même état. Pour cela, la multiplicité d'intérêts locaux doit se condenser et se renforcer dans un intérêt général, afin de se concrétiser à travers un débat public en objectifs précis et en alternatives réelles. Une telle communauté doit être égalitaire et guidée par une volonté de vivre autrement. La politique contre le développement se fonde sur le principe de l'action directe et de la représentation collective, pour lequel il faut se garder de reproduire la séparation entre dirigeants et dirigés qui a cours dans la société existante. Dans ce retour au public, l'économie doit retourner au *domus*, redevenir ce qu'elle a été, une activité domestique. D'un côté, la communauté doit se garantir contre tout pouvoir séparé, en s'organisant sur un mode horizontal à travers des structures assembleuristes, et en contrôlant le plus directement possible ses délégués et émissaires, de telle sorte qu'ils ne reconstituent pas des hiérarchies formelles ou informelles. De l'autre, elle doit rompre la soumission à la rationalité marchande et technologique. Elle ne pourra jamais dominer les conditions de sa reproduction inaltérée si elle agit autrement, à savoir si elle croit au marché et à la technologie, si elle reconnaît la moindre légitimité aux institutions du pouvoir dominant ou adopte ses modes de fonctionnement.

Pour récupérer et désactiver la rébellion sociale, en premier lieu celle de la jeunesse, contre les nouvelles conditions de la domination, celles qui obéissent au mécanisme de construction/destruction/reconstruction typique du développement, on met en branle une version dégradée de la lutte des classes, celle que l'on appelle les « mouvements sociaux », y compris ceux des plateformes. S'il est acquis qu'il ne s'agit pas de désirer un autre ordre social, le mythe du « citoyen » peut se substituer avantageusement à celui du prolétariat dans les nouveaux schémas idéologiques. Le citoyennisme est le fils le plus légitime de l'ouvriérisme et du progressisme caducs. Il n'apparaît pas pour les enterrer, mais pour en revitaliser le cadavre. Au moment où il n'y a dialogue plus authentique que celui qui se noue entre les noyaux rebelles, celui-là est seul à prétendre dialoguer avec les pouvoirs, se poser en lieu de négociation. Mais la communauté des opprimés ne doit pas chercher à coexister pacifiquement avec la société qui opprime, car son existence ne trouve sa justification que dans la lutte contre elle. Une façon de vivre différente ne doit pas se fonder sur le dialogue et la négociation institutionnels avec la forme esclave précédente. Sa consolidation ne viendra donc ni d'une transaction, ni d'une crise économique quelconque, mais d'une sécession massive, d'une dissidence généralisée, d'une rupture drastique avec la politique et le marché. En d'autres termes, d'une révolution d'un nouveau type. Vu que le chemin contraire à la révolution conduit non seulement au malheur et à la soumission, mais en outre à l'extinction biologique de l'humanité, nous, les anti-industriels, nous déclarons en sa faveur.

La pensée contre le développement, ou anti-industrielle, ne représente pas une nouvelle mode, une critique purement négative de la pensée scientifique et des idéologies progressistes, ni un vulgaire primitivisme qui proposerait de retourner à un moment quelconque de l'histoire ou de la préhistoire. Elle n'est pas non plus une simple dénonciation de la domestication du prolétariat et du despotisme du capital. Encore moins est-elle quelque chose mystificatrice comme une théorie unitaire de la société, chasse gardée de la dernière des avant-gardes ou du dernier des mouvements. Elle va plus loin que cela. Elle est le stade le plus avancé de la conscience sociale et historique. C'est une forme déterminée de conscience, de la généralisation de laquelle dépend le salut de l'époque.

Miquel Amorós
Manifeste du 7 mars 2010.

—

FONDEMENTS ÉLÉMENTAIRES DE LA CRITIQUE ANTI-INDUSTRIELLE

Le propos de cet exposé sera de signaler les lignes de force que suit la critique réelle du capitalisme dans ses phases ultimes, que nous avons qualifiée d'anti-industrielle. La question sociale fut posée au départ à partir de l'exploitation des travailleurs dans les ateliers, les usines et les mines. La critique sociale fut avant tout une critique de la société de classes et de l'État, mais, dans une phase postérieure du capitalisme, la question sociale surgit de la colonisation de la vie et de l'exploitation du territoire. Il faut comprendre que le territoire n'est pas le paysage ni l'« environnement », mais l'unité de l'es-

pace et de l'histoire, du lieu et de l'habitant, de la géographie et de la culture. La critique sociale évolua en critique de la société de masse et de l'idée de progrès. Loin de repousser la critique antérieure, qui correspondait à un type de capitalisme ayant périclité, elle l'amplifiait et la prolongeait, englobant des faits nouveaux comme le consumérisme, la pollution, l'autonomie de la technoscience et le totalitarisme d'apparence démocratique. La critique anti-industrielle ne nie donc pas la lutte des classes, mais la conserve et la dépasse ; plus, la lutte des classes ne peut exister dans les temps qui courent autrement que sous la forme de lutte anti-industrielle. Dorénavant, celui qui parle de lutte des classes sans se référer expressément à la vie quotidienne et au territoire a dans la bouche un cadavre.

Nous pouvons suivre, entre les années 30 et 90 du siècle passé, l'apparition historique des premiers éléments de critique anti-industrielle, en commençant par la critique de la bureaucratie. La bureaucratie est le résultat de la complexité du processus productif, de la nécessité du contrôle de la population et de l'hypertrophie de l'Etat, dont les organisations « ouvrières » sont un appendice. A un niveau déterminé de développement, celui où propriété et gestion se séparent, et où ceux qui exécutent les ordres restent totalement subordonnés à ceux qui coordonnent et décident, les strates supérieures de la bureaucratie qui opèrent dans les différentes sphères de la vie sociale – la culture, la politique, l'administration, l'économie – sont réellement la classe dominante. La société capitaliste bureaucratisée demeure divisée entre gestionnaires et exécutants, ou, mieux, entre dirigeants et dirigés. Une telle division nous ramène à une autre antérieure, celle qui oppose travail manuel et travail intellectuel, base du développement bureaucratique. Le travail manuel perd sa créativité et son autonomie à cause du système industriel qui, en favorisant la standardisation, la parcellisation et la spécialisation, le réduit à une pure activité mécanique contrôlée par une hiérarchie bureaucratique. Le bénéficiaire de la mécanisation n'est pas seulement le capitaliste ; c'est la machine elle-même. Par l'organisation du travail et de la vie sociale qu'elle implique, celui qui est affecté en premier lieu est le travailleur, mais c'est toute la population qui sera soumise aux exigences de la machine. L'usine, la machine et la bureaucratie sont les véritables piliers de l'oppression capitaliste. La critique de la bureaucratie et de la machine complète la critique de l'Etat et du travail salarié, et introduit la critique de la technologie.

Le développement unilatéral de la technologie, orienté vers le rendement et le contrôle, sert la soumission, et pas la liberté. Une existence modelée par des technocrates sur des normes industrielles est une sorte de vie d'esclave. La science et la technique évoluent sous le signe de la domination, qui est domination de la nature et de l'être humain. Mais une critique de la science et de la technologie ne signifie pas un refus de la connaissance rationnelle et du métabolisme avec la nature. Il s'agit du refus d'un type de science et d'un type de technologie qui engendrent pouvoir et soumission. Et acceptation de celles qui n'altèrent pas les conditions de reproduction d'une société égalitaire et libre. Celles qui obéissent aux nécessités d'une vie rurale et urbaine équilibrée, à la mesure des besoins et désirs humains. Au nom de la Raison. Mais si elle avance sous la tutelle de la connaissance instrumentalisée, cette même Raison, soumise aux impératifs de pouvoir, s'autodétruit. La foi dans l'amélioration de la condition humaine à travers la connaissance scientifique, l'innovation technique et l'expansion économique, en d'autres termes, la foi dans le progrès, reste en question. La critique de la science, de la technologie et du système industriel est une critique du progrès. Et de la même façon, c'est une critique des idéologies scientistes et progressistes ; en premier lieu, de l'idéologie ouvriériste, tant dans sa version réformiste que dans sa version révolutionnaire, basée sur l'appropriation, au nom du prolétariat, du système industriel bourgeois et de sa technologie.

Le capital ne consiste pas seulement en argent, moyens de production, ou savoir accumulé ; c'est le pôle actif d'un rapport social à travers lequel il engendre des bénéfices sur l'exploitation du travail salarié. Quand ce rapport cesse de se limiter à la production et concerne tous les aspects de la vie des individus, l'exploitation capitaliste change qualitativement et le conflit social s'étend à la vie quotidienne, maintenant dominée par le véhicule privé et la frénésie de consommation, encadrée par une architecture misérable. A la critique du travail s'ajoutent celle de la société de consommation et celle de l'urbanisme, et par-dessus toutes celle de la vie quotidienne qui en découle, auparavant ébauchée sous la forme d'une critique de la morale sexuelle bourgeoise et sur la revendication des droits des femmes. La construction d'un style de vie libre doit déraciner de la vie la logique aliénante de la marchandise. La méthode pour ce faire, l'autogestion, doit être mise en œuvre contre la logique capitaliste, car à défaut il ne s'agirait de rien de plus que l'autogestion de l'aliénation. La tâche des futurs organismes communautaires, que

certaines identifèrent dans les années soixante avec les Conseils Ouvriers et d'autres avec les communes libres, ne peut donc consister dans la gestion de l'existant, mais dans sa transformation révolutionnaire. La souveraineté réelle des individus émancipés ne signifie en rien l'« humanisation » du travail ou la « démocratisation » de la consommation, mais la suppression des deux et son remplacement par un nouveau type d'activité unitaire libérée des entraves.

La crise écologique disqualifia au sein de la critique de la vie quotidienne l'optimisme envers la technologie, la croyance en un possible usage libérateur de celle-ci, et condamna l'ouvriérisme, la foi en un rôle émancipateur du prolétariat industriel et le caractère potentiellement révolutionnaire des conflits du travail. Des phénomènes comme la pollution, les pluies acides, la consommation de combustibles fossiles, l'usage d'additifs chimiques et de pesticides, l'énorme accumulation d'ordures, etc. démontrèrent que le règne de la marchandise non seulement condamnait la majorité de la population à l'esclavage salarié et à l'aliénation consumériste, mais en outre menaçait sa santé et mettait en péril la vie sur Terre. La lutte contre le capital n'est donc pas simplement une lutte pour une vie libre, mais une lutte pour la survie et une défense du territoire. L'abolition du travail et de la consommation ne peuvent s'effectuer de l'intérieur, à travers une prétendue radicalisation des conflits pour le salaire et l'emploi, vu que ce qui presse c'est le démantèlement complet de la production, qui s'est muée en quelque chose d'empoisonné et d'inutilisable. Son « autogestion » est plus qu'aliénante, toxique. La crise écologique révèle donc les limites de la croissance productive et urbaine, la condition sine qua non de l'accumulation capitaliste actuelle, quand le développement économique s'est transformé en l'objectif unique de la politique.

Le développementisme (le développement comme remède aux problèmes sociaux) rencontra sa première entrave dans ladite « crise du pétrole », devant laquelle « le marché » et l'Etat réagirent en construisant des centrales nucléaires. Les dangers que la production d'énergie nucléaire comportait pour des parties importantes de la population et surtout la militarisation sociale qu'elle entraînait déclenchèrent une forte opposition. De l'unification de la critique de la vie quotidienne et de la critique écologique, spécialement de son versant antinucléaire, naît dans le courant des années 1980 la critique anti-industrielle. L'anti-développementisme tente de fondre les éléments critiques précédents : sa négation du capitalisme est à la fois anti-étatique, antipolitique, anti-scientiste, antiprogressiste et anti-industriel.

Les nouveaux fronts de lutte ouverts, englobés sous le concept de « nuisance », étaient difficiles à défendre, car la fin du cycle fordiste du capital, caractérisé par la déroute du mouvement ouvrier traditionnel, l'industrialisation de la culture et le début de la mondialisation entraînaient un affaïssement de la conscience et un essor de l'écologisme neutre. En réduisant les problèmes à des questions environnementales et économiques et en ignorant la critique sociale antérieure, les écologistes aspiraient à se convertir en intermédiaires du marché de la dégradation, tout en fixant avec l'Etat les bornes de tolérance des nuisances. En effet, les écologistes assumeront bientôt le rôle d'assesseurs politiques et entrepreneuriaux. Mais d'un autre côté, la destruction des milieux ouvriers et la colonisation achevée de la vie quotidienne avaient augmenté en flèche les capacités de la population à supporter l'insupportable. Les classes jadis dangereuses se transformaient en masses domestiquées. L'obscurcissement de la conscience se traduisit rapidement en déclassement, perte d'expérience, associabilité et ignorance, raison pour laquelle la connaissance de la vérité ne provoqua pas de révolte. Les liens sociaux, dissous par la marchandise, faisaient défaut. La critique anti-industrielle s'amplifiait jusqu'à embrasser l'écologisme et la société massifiée.

Le manque de résistance permit au capitalisme des avancées sans précédent, exacerbant toutes ses contradictions et aggravant le niveau d'habitabilité du monde. La conviction développementiste de la croissance comme objectif primordial de la vie sur la planète débouchait dans une crise biologique. Le réchauffement global, dans un contexte de dégradation universelle, impulsa le capitalisme « vert », basé sur le « développement durable », dont le fruit aura été les organismes transgéniques, les voitures haut de gamme avec moteur à basse consommation, les agro-carburants et les énergies renouvelables industrielles. Les agressions contre le territoire se sont multipliées : autoroutes, trains à grande vitesse, lignes de très haute tension, « fermes » éoliennes et « jardins » solaires, urbanisation illimitée, incinérateurs, cimetières de matières toxiques et radioactives, régulation de bassins hydriques, transvasements, antennes de téléphonie mobile, abandon et transformation de la campagne en banlieue... Il faut ajouter à cela les progrès de l'artificialisation de l'existence (dont les nanotechnologies et la biologie de synthèse sont les points culminant), la prolifération des conduites psychotiques et l'intronisation d'une société panoptique et cryptofasciste comme réponse

institutionnelle aux périls de l'anomie. Bien que le principal ennemi du capitalisme soit toujours le capitalisme lui-même et que les menaces les plus sérieuses contre lui proviennent de sa propre nature, une résistance minoritaire est parvenue à se développer grâce à des conflits locaux de diverses natures, principalement contre les grandes infrastructures, et c'est ainsi que la critique anti-industrielle a pu avancer dans différentes directions et sous des appellations diverses, rencontrant, au hasard des catastrophes, des partisans et des propagandistes qui dénonçaient tant les désastres affectant le territoire que la domestication et la résignation de ses habitants, des gens qui comprenaient qu'on ne pouvait remédier à aucun problème en s'embourbant dans la politique, des gens qui ne séparaient pas une agression spécifique de la société qui en était la cause.

La société développementaliste est parvenue au seuil au-delà duquel la destruction de l'habitat humain est irréversible, et, par conséquent, le contrôle absolu de la population est obligatoire. La défense d'une vie libre, pour commencer libre de prothèses technologiques, riche de relations, commence par une défense du territoire et une lutte contre tous les conditionnements, qu'ils proviennent du contrôle social, du travail, de la motorisation ou de la consommation. Mais ceci ne concerne que son moment défensif. Sa phase offensive est désurbanisatrice, désindustrialisatrice, ruralisatrice et décentralisatrice. Elle doit rééquilibrer le territoire et désigner le local et le collectif en tête de ses préférences. Il s'agit aussi d'un combat pour la mémoire et pour la vérité, pour la conscience libre et contre la manipulation du désir ; c'est, subsidiairement, une lutte contre les idéologies qui les occultent et les déforment comme le citoyennisme, la décroissance ou celle que l'on trouve dans des manuels pour adolescents vierges dans le genre « l'anarchie en dix leçons faciles » (municipalisme, stirnérisme, bonannisme, etc.).

Le capitalisme dans sa phase actuelle est éminemment destructeur, et, par conséquent, en guerre contre le territoire et les gens qui l'habitent. L'auto-défense est légitime, mais ne constitue qu'un aspect de la lutte autour du territoire. C'est un combat pour l'autonomie dans l'alimentation, le transport, l'enseignement, la santé, le logement ou l'habillement ; se démener pour la solidarité, pour la communauté, pour l'agora et pour l'assemblée ; pour le « comicio », l'« ayuntamiento » ou le « concejo abierto », autant de noms pour désigner la pratique de la liberté politique dans les époques précapitalistes dans la Péninsule.

La critique anti-industrielle n'arrive pas comme une nouveauté empaquetée à la disposition de qui veut en faire usage. Elle résume et embrasse tous les éléments critiques antérieurs, mais ce n'est pas un phénomène intellectuel, une théorie spéculative sortie de cerveaux privilégiés qui s'adonnent à de longues journées d'étude et de méditation. C'est la réflexion d'une expérience de lutte et d'une pratique quotidienne. Elle est présente un peu partout, sous une forme ou une autre, comme intuition ou comme coutume, comme mentalité ou comme conviction. Elle naît de la pratique et retourne toujours à elle. Elle ne demeure pas dans des livres, des articles, des cercles d'initiés ou des tours d'ivoire ; elle est le fruit tant du débat que de la bagarre. En un mot : elle est fille d'action, c'est son milieu et elle ne peut survivre loin de lui.

Miquel Amorós, Juillet 2010.

QU'EST-CE QUE L'ANTI-INDUSTRIALISME ET QUE VEUT-IL ?

Le courant anti-industriel émerge, d'un côté, du bilan critique de la période qui s'achève avec l'échec du vieux mouvement ouvrier indépendant et la restructuration globale du capitalisme, il naît donc entre les années 70 et 80 du siècle passé. D'un autre côté, il surgit dans la tentative naissante de retour à la campagne de cette époque et dans les explosions populaires contre la présence permanente d'usines polluantes dans les centres urbains et contre la construction de centrales nucléaires, de lotissements, d'autoroutes et de barrages. C'est à la fois, une analyse théorique des nouvelles conditions sociales qui prend en compte l'apport de l'écologie et une lutte contre les conséquences du développement capitaliste bien que les deux n'aient pas toujours marché ensemble.

Nous pouvons le définir comme une pensée critique et une pratique antagonique nées des conflits provoqués par le développement de la phase ultime du régime capitaliste, lequel correspond à la fusion de l'économie et de la politique, du Capital et de l'État, de l'industrie et de la vie. En raison de sa nouveauté et aussi de l'extension de la soumission et de la résignation des masses déclassées, réflexion et combat ne vont pas toujours main dans la main ; l'une postule des objectifs que l'autre ne veut pas toujours assumer :

la pensée anti-industrielle lutte pour une stratégie globale de confrontation, alors que la lutte seule se réduit à la tactique, ce qui bénéficie seulement à la domination et à ses partisans. Les forces mobilisées ne sont presque jamais conscientes de leur tâche historique, alors que la lucidité critique ne parvient pas toujours à éclairer les mobilisations.

Le marché mondial transforme continuellement la société conformément à ses nécessités et ses désirs. La domination formelle de l'économie dans l'ancienne société de classe se transforme en domination réelle et totale dans la société technologique moderne de masse. Les travailleurs maintenant massifiés sont avant tout des consommateurs. La principale activité économique n'est pas industrielle, mais administrative et logistique (tertiaire). La principale force productive n'est pas le travail mais la technologie. En revanche, les salariés sont la principale force de consommation. La technologie, la bureaucratie et la consommation sont les trois piliers du développement actuel. Le monde de la marchandise ne peut plus être l'objet d'un projet autogestionnaire. C'est impossible de l'humaniser, il faut le démanteler.

L'ensemble des relations des êtres humains entre eux et avec la nature a perdu son caractère direct, mais elles se trouvent médiatisées par des choses ou au mieux par des images associées aux choses. Une structure séparée, l'État, contrôle et règle cette médiation réifiée. Ainsi donc, l'espace social et la vie qui l'héberge sont modelés en accord avec les lois des dites choses : les marchandises, la technologie, celles de la circulation et celles de la sécurité, provoquent un ensemble de divisions sociales entre urbains et ruraux, dirigeants et dirigés, riches et pauvres, intégrés et exclus, rapides et lents, connectés et débranchés, etc. Le territoire dès qu'il a été libéré par les agriculteurs s'est converti en une nouvelle source de ressources (une nouvelle source de capitaux, un décor et un support aux macros infrastructures, un élément stratégique de la circulation). Cette fragmentation spatiale et cette désagrégation sociale apparaît aujourd'hui sous la forme d'une crise sous différents aspects qui sont tous en relation : démographie, politique, économique, culturel, écologique, territorial, social... Le capitalisme a dépassé ses limites structurelles, ou dit d'une autre manière, a atteint le plafond.

La crise multiforme du nouveau capitalisme est le résultat de deux sortes de contradictions : les unes internes qui provoquent de fortes inégalités sociales, et les autres externes responsables de la contamination, du changement climatique, de l'épuisement des ressources et de la destruction du territoire. Les premières n'excèdent pas le cadre du capitalisme car elles restent dissimulées sous des problèmes de travail, de créance ou parlementaires. Les luttes syndicales et politiques ne projettent jamais de sortir du cadre du tableau de l'ordre établi, et elles s'opposent encore moins à sa logique. Les contradictions principales sont donc produites ou bien par le choc entre l'épuisement des ressources planétaires et la demande infinie qu'exige le développement, ou bien par le heurt entre les limitations imposées par la dévastation et la destruction illimitée qu'implique une croissance continue. Ces contradictions révèlent la nature terroriste de l'économie de marché et d'État face à l'habitat et à la vie des gens. L'auto-défense face au terrorisme de la marchandise et de l'État se manifeste aussi bien sous la forme de luttes urbaines qui rejettent l'industrialisation de la vie – ou bien comme anti-industrialisme – que dans la défense du territoire face à l'industrialisation de l'espace. Les représentants de la domination, s'ils ne peuvent pas intégrer ses luttes dans une opposition « verte », respectueuse de ses règles du jeu, les présenteront comme un problème minoritaire d'ordre public afin de pouvoir les réprimer et les anéantir.

Dans un moment où la question sociale tend à se présenter comme une question territoriale, seule la perspective anti-industrielle est capable de l'envisager correctement. De fait, la critique du développement est la critique sociale telle qu'elle existe maintenant, aucune autre n'est véritablement anticapitaliste car aucune ne met en cause la croissance ou le progrès, les vieux dogmes que la bourgeoisie a transmis au prolétariat. D'un autre côté, les luttes de défense pour la préservation du territoire, en sabotant le développement, font que l'ordre de la classe dominante chancelle : dans la mesure où ses luttes réussissent à reformer un sujet collectif anticapitaliste, ces luttes deviendront la lutte de classes moderne.

La conscience sociale anticapitaliste se détache de l'unité de la critique et de la lutte, c'est-à-dire de la théorie et de la pratique ; la critique séparée de la lutte devient une idéologie (une fausse conscience) et la lutte séparée de la critique devient un nihilisme ou un réformisme (une fausse opposition). L'idéologie défend souvent un retour impossible au passé, ce qui fournit un excellent alibi à l'inactivité (ou à l'activité virtuelle, ce qui revient au même), même si, sa forme la plus habituelle se retrouve dans la sphère économique du coopératisme ou dans la sphère politique du citoyennisme (version

européenne du populisme). La véritable fonction de la praxis idéologique est la gestion du désastre. L'idéologie aussi bien que le réformisme séparent l'économie de la politique pour ainsi proposer des solutions à l'intérieur du système dominant, qu'il soit dans un camp ou dans l'autre. Et puisque les changements dérivent de l'application de formules économiques, juridiques ou politiques, les deux nient l'action à laquelle elles substituent des succédanés théâtraux et symboliques. Ils fuient l'affrontement réel étant donné qu'ils veulent à tout prix rendre compatible leur pratique avec la domination, ou au moins profiter de ses lacunes et de ses failles pour subsister ou coexister. Ils veulent gérer des espaces délaissés et administrer la catastrophe, non la supprimer.

L'unité entre la critique et la lutte procure à l'anti-industrialisme un avantage que ne possède pas l'idéologie : savoir tout ce qu'elle veut et connaître les instruments nécessaires pour atteindre son but. Elle peut présenter d'une manière réaliste et crédible les traits principaux d'un modèle alternatif de société, société qui deviendra palpable dès que sera dépassé le niveau tactique des coordinations, des associations et des assemblées, et abordera le niveau stratégique des communautés combattantes. C'est-à-dire dès que la fracture sociale pourra s'exprimer dans le sens du « nous » face à « eux ». Ceux d'en-bas contre ceux d'en-haut.

Les crises provoquées par la fuite en avant du capitalisme ne font rien d'autre qu'affirmer a contrario la pertinence du message anti-industriel. Les produits de l'activité humaine – la marchandise, la science, la technologie, l'État, les conurbations – se sont compliqués en s'émancipant de la société et en se dressant contre elle. L'humanité s'est réduite en esclavage par ses propres créations incontrôlées. En particulier, la destruction du territoire due à une urbanisation cancéreuse se révèle aujourd'hui comme la destruction de la société même et des individus qui la composent. Le développement, tel le dieu Janus, a deux visages : aujourd'hui, les conséquences visibles de la crise énergétique et du changement climatique illustrées par l'extrême dépendance et l'ignorance de la population urbaine, nous en montrent le second visage, la face cachée. La stagnation de la production de gaz et de pétrole annoncent un avenir où le prix de l'énergie sera de plus en plus élevé, ce qui augmentera le prix des transports et provoquera des crises alimentaires (accentuées par le réchauffement climatique) et causera des effondrements productifs. À moyen terme, les métropoles seront totalement invivables et ses habitants se trouveront dans la situation de choisir entre refaire ce monde autrement ou disparaître.

L'anti-industrialisme veut que la décomposition inévitable de la civilisation capitaliste débouche sur une période de démantèlement des industries et des infrastructures, de ruralisation et de décentralisation ; ou dit autrement sur une étape de transition vers une société égalitaire, équilibrée et libre et non sur un chaos social de dictatures et de guerres. Armé de ces fins augustes, l'anti-industrialisme dispose de suffisamment d'armes théoriques et pratiques que peuvent mettre à profit les nouveaux collectifs et les communautés rebelles, germes d'une civilisation différente, libre du patriarcat, de l'industrie, du capital et de l'État.

Miguel Amorós, mai 2014.

LA DÉCROISSANCE REVISITÉE

Le constat de la crise actuelle comme résultat de la phase finale du capitalisme, la globalisation, a généré une réaction contre les grandes entreprises et la haute finance qui s'est matérialisée dans deux types de réponses, l'une politique, l'autre économique. La première essaie de soustraire l'État des influences du marché mondial par une série de mesures qui lui rendraient son autonomie et lui faciliteraient le contrôle des mouvements financiers. Dans le même temps, grâce à une réforme du parlementarisme, elle vise à renforcer le système des partis. Cela est résumé dans le "citoyennisme". La deuxième réponse tente de mettre en place un système alternatif cohabitant avec le capitalisme, fondé sur l'expansion de ce que les Américains appellent le « troisième secteur » et les Européens « l'économie sociale ». Le retour donc à un État-nation revitalisé et la promotion de l'économie informelle et solidaire immergée dans la société marchandisée.

La critique du moment capitaliste actuel a donné lieu à différentes théories, dont l'une est « la décroissance ». Dans l'ensemble, elles forment déjà une sous-culture, du fait que l'avancée de la crise a provoqué la formation d'un vaste ghetto. Elles recueillent toutes des fragments critiques antérieurs qui flottent dispersés à cause de l'absence d'un mouvement généralisé de

protestation sociale qui pourraient les unifier, et qui alimentent de manières diverses et contradictoires l'"imaginaire" des contestataires. En général, elles partent des limites du processus d'accumulation élargie (la croissance) et son impact sur l'environnement, comme l'avaient déjà indiqué dans les années soixante-dix du siècle dernier quelques économistes critiques et les premiers écologistes. Ensuite, elles ont intégré des éléments basés sur le fonctionnement économique des sociétés indigènes redécouvertes par l'anthropologie dans la décennie précédente, ou dans l'auto-organisation des banlieues périphériques des métropoles africaines, ou dans la critique des nouvelles technologies, ou dans certains postulats libertaires, etc.

De toutes les théories, celle de la décroissance serait celle qui prendrait en charge les conclusions qui s'imposent, c'est-à-dire celle qui ne recule pas devant le questionnement du "développement" et du "progrès", poursuivant un "autre" développement et un "autre" progrès, qu'il s'appelle social, local ou durable. Contrairement à ce que son nom semble indiquer, une société de décroissance ne signifie pas, pour la plupart des auteurs, une société en récession ou en croissance négative, mais une société qui n'a pas besoin de croître ou se développer pour fonctionner, une société dans laquelle la croissance ou le développement ne sont pas une condition nécessaire à son existence, une société d'« objecteurs de croissance ». En bref, une société non-capitaliste.

Jusque-là, nous ne devrions rien avoir à objecter. Le problème apparaît lorsque la théorie essaie de descendre de l'imaginaire susmentionné à la pratique quotidienne. Comme ses disciples viennent de d'horizons très divers, naturellement les méthodes appliquées diffèrent, mais tous oscillent entre l'action politique citoyenniste et la construction d'un modèle économique "équitable" et bien sûr "durable" fait « à la mesure des personnes et des écosystèmes ». Révolution et lutte des classes sont exclus du vocabulaire de la décroissance "reconceptualisée". Rien à propos de grèves, d'occupations, de sabotages, d'autodéfense, de boycotts et autres formes classiques de résistance. Tous les décroissants désirent une "transition" tranquille et "sereine" vers une société "conviviale", « de la loi à la loi » comme disaient les auteurs de la réforme démocratique du franquisme, ou mieux, d'une formule à l'autre, par le biais de dispositions administratives progressives.

Le changement vers un "post-développement" serait donc évolutif, non traumatique et en rien rupturiste. Par une action combinée entre les institutions démocratisées et la "citoyenneté" organisée en réseaux de production et de consommation, s'établiraient des règles de frugalité et de simplicité pour que tout le monde vive mieux avec moins, en pratiquant volontairement les « huit R » vertueux : réévaluer, reconceptualiser, restructurer, relocaliser, redistribuer, réduire, réutiliser et recycler. Grâce à la démocratie participative, au revenu de base garanti, au microcrédit, au coopérativisme, aux banques de temps et à l'agro-écologie, la sortie du capitalisme serait garantie sans conflits ou révoltes, sans avoir recours ni à l'expropriation des moyens de production et de distribution ni à la socialisation des transports, de la culture et de la santé, ni évidemment à l'abolition de l'argent, du salariat et du marché.

Au bout du compte, selon les mots de son principal théoricien, Serge Latouche, la décroissance est « un mouvement politique de gauche » soutenu par un « programme de transition réformiste », et, en tant que telle, elle s'inscrit dans les paramètres de l'action politique classique, qui en la circonstance ne va pas au-delà « d'imprimer un changement de direction aux États. » Au moyen de manifestations régulières, de multiples caceroladas [concerts de casseroles] et de l'exercice du vote, les gouvernements intégreront dans leurs agendas les questions liées aux droits humains, à l'environnement et à la répartition des richesses : alors, la croissance s'arrêtera, la déglobalisation deviendra réalité et avec elle la « déconstruction du pouvoir transnational. »

En ce qui concerne l'alternative économique, avant de nous demander si des alternatives au capitalisme au sein du capitalisme sont possibles, et donc, si un modèle de transition est réalisable entouré par la société industrielle de masse, il convient d'apporter quelques précisions au sujet de l'économie sociale. Bien que soient recherchés de nobles précédents dans le XIXe siècle, le fait est qu'il s'agit d'un phénomène récent. L'effondrement du modèle fordiste dans les années 1970 et 80, à cause du chômage structurel provoqué par les innovations technologiques et les restructurations dans les processus de production et dans les services, a laissé tout un espace aux coopératives, aux sociedades laborales [entreprises non coopératives mais où la majorité ou totalité du capital est détenu par les travailleurs] et aux fondations que le marché ne pouvait pas remplir parce que non rentables, ni l'État s'en charger car trop chères.

Ce troisième secteur, ni privé, ni public, objet de législation comme « régime spécial de propriété et de répartition des bénéfices » ne vise pas à être une alternative totale, mais un complément de l'existant. Sa nécessité était indéniable : elle gérait l'exclusion de manière collective, l'« armée de réserve » de la force de travail inutile, et créait de nouveaux emplois. L'idée d'un revenu de base ou « salaire social », loin de venir de la subversion, appartient aux économistes néo-libéraux, qui voyaient en lui la récupération pour la consommation de la masse expulsée du marché et proposaient de le financer par la liquidation de l'assistance publique. Comme le poids de l'économie sociale a augmenté, des conseillers des gouvernants comme Jérémy Rifkin l'ont imaginé comme une arme contre le « chômage technologique », car elle pouvait devenir un formidable mécanisme de contenance de l'exclusion, à condition que l'État transfère par des taxes une partie des bénéfices des entreprises privées. Plus qu'une sortie du capitalisme, c'était une façon de le réalimenter. Toutefois, dans les années quatre-vingt-dix, alors que la globalisation progressait, la relation de l'économie sociale avec les contractions du marché du travail va se tendre, en assumant certaines de ses stimulantes mesures anti-marché et un engagement dans la défense du territoire. C'est alors seulement que ce secteur a pu être considéré comme une pratique de dissidence et une expérience d'autogestion, pourtant fortement limitées.

La plupart des groupes coopératifs, qu'ils soient ou non partisans de la décroissance, ne dédaignent pas la commercialisation, en reproduisant les méthodes mercantiles que les critères éthiques et environnementaux n'arrêtent pas de justifier. Certains se financent grâce à des dons et des subventions et se servent de l'argent pour acheter des propriétés, embaucher des travailleurs et payer des salaires. Mais par contre, d'autres pratiquent le troc et le recyclage, mettent en place la rotation des tâches, recourent à des monnaies sociales et diversifient leurs activités afin d'atteindre une certaine autosuffisance, ce qui ne les libère pas des contradictions que provoquent le degré d'implication inégal de leurs membres ou les difficultés de type économique et organisationnel, que ce soit pour ce qui se rapporte à l'accès à la terre, aux relations avec l'administration ou dans la mise en place de réseaux de distribution. Est-il donc correct de parler de transition vers la société autogérée comme le font par exemple les coopératives « intégrales » catalanes ?

Encore une fois, la question devrait être reconsidérée, en se rappelant qu'il s'agit de pratiques très minoritaires, souvent précaires et instables, presque toujours circonscrites au milieu rural, dont la portée est minime, et qui ne dépassent jamais les niveaux de la simple survie alimentaire. Ce sont des formules de cohabitation ; elles fonctionnent parce qu'elles existent à côté d'un système omniprésent, avec son offre d'emploi et de crédit, ses loisirs et sa culture, son appareil de santé et de recyclage des déchets, avec lequel elles interagissent plus ou moins. Elles ne peuvent pas être des solutions immédiates pour la majorité de la population qui sont pris au piège dans les espaces urbains. Les autorités administratives ne sont pas gênées si ces pratiques se limitent à « refonder la démocratie », à organiser des petits marchés ou à distribuer le « panier » et n'incitent pas au sabotage anti-développementaliste. Les autorités économiques sont encore moins gênées parce que ces pratiques ne sont pas en concurrence avec elles et sont, de plus, des sources d'inspiration : les entreprises font aussi des échanges directs sans argent et tous les supermarchés ont leur section de produits agro-écologiques correctement labellisés.

Ces pratiques ont une grande valeur de démonstration de la ségrégation volontaire du capitalisme, parce qu'elles questionnent ses valeurs et ses règles, elles sont des laboratoires pédagogiques, des écoles d'autogestion. Mais elles ne sont pas des alternatives anticapitalistes, mêmes dans leurs formes les plus radicales ; la plupart sont des îlots inoffensifs et, pour cela même, des enclaves tolérées. Il est nécessaire d'être clair sur le fait que l'on ne peut pas abandonner le capitalisme sans l'abolir dans tous ses aspects, en visant à la fois ses formations économiques, les marchés, et politiques, les États. On ne peut pas ruraliser une société sans la désurbaniser préalablement, ni la démerchandiser sans éliminer les relations de marché dans l'ensemble de l'espace social. Mais cela ne peut pas commencer à se réaliser autrement qu'en partant d'une série d'actes de souveraineté populaire, et une société civile souveraine ne parviendra pas à se constituer sans abolir préalablement l'État. Il convient de se demander : comment se forme ce peuple souverain, en renforçant les institutions ou en les liquidant ? Pour fonder une collectivité, il suffit de quelques personnes, mais pour construire une société équilibrée avec son environnement, le grand nombre est nécessaire, et ce grand nombre est incapable de se former autrement que dans la lutte pour survivre dans les conditions extrêmes imposées par un régime en faillite. Au cours de la lutte, les institutions s'écroulent, brisées en mille morceaux. L'économie sociale

comme d'autres peut jouer un rôle logistique, d'arrière-garde, mais la société libre et autogérée sera le résultat d'un combat social violent, et non pas d'expérimentations conviviales plus ou moins répétées.

C'est la lutte intense entre les deux camps antagonistes qui changera les mentalités de la partie opprimée et pas le contraire : la décolonisation de l'« imaginaire » ou pour le dire crûment, la conscience de classe, ne sera pas le fruit d'une préparation sereine menée dans des cercles pacifiques d'initiés, mais le résultat d'innombrables turbulences. Le retour de la lutte des classes – éminemment nouvelle car les adversaires, le contexte et les armes ne sont pas les mêmes qu'à l'époque des pactes sociaux – rencontrera l'alternative. Les objectifs à court terme seraient de viser le dépeçage du système productif et consumériste, sans oublier sa couverture politique, juridique et répressive, mais il faut encore une fois dire clairement que ce qui doit être réalisé est une œuvre collective de grande magnitude par un essaim majoritaire de marginalisés sociaux ou, en d'autres termes, d'objecteurs du capitalisme et de la partitocratie.

Miguel Amorós
Journées Anticapitalistes, Castellón, le 31 mai 2012.

LA PESTE CITOYENNE

La classe moyenne et ses angoisses

Que l'économie et la politique marchent main dans la main est une chose connue. La conséquence logique d'une telle relation est que la politique réelle se doit d'être fondamentalement économique : à l'économie de marché correspond une politique de marché. Les forces qui dirigent le marché mondial, dirigent de facto la politique des États, à l'extérieur aussi bien qu'à l'intérieur, ainsi qu'au niveau local. La réalité est la suivante : la croissance économique est la condition nécessaire et suffisante pour la stabilité sociale et politique du capitalisme. En son sein, le système de partis évolue selon le rythme du développement. Lorsque la croissance est importante, le système tend vers le bipartisme. Lorsqu'elle ralentit ou entre en récession, comme si elle obéissait à un mécanisme homéostatique, le panorama politique se diversifie.

Le capital, qui est une relation sociale initialement basée sur l'exploitation du travail, s'est approprié de toutes les activités humaines, envahissant toutes les sphères : culture, science, art, vie quotidienne, loisirs, politique... Que le moindre recoin de la société soit envahi par la marchandise signifie que tous les aspects de la vie fonctionnent selon des directives marchandes, ou ce qui revient au même, que toute activité humaine est gouvernée par la logique capitaliste. Dans une société-marché ayant de telles caractéristiques, il n'y a pas de classes au sens classique du terme (mondes séparés qui s'affrontent), mais plutôt une masse plastique où la classe capitaliste – la bourgeoisie – s'est transformée en strate exécutive sans titre de propriété, tandis que son idéologie s'est universalisée. Ses valeurs dirigent toutes les conduites sans exception. Cette forme particulière de déclasserment général ne se traduit pas par une inégalité sociale diminuée ; bien au contraire, elle est beaucoup plus accentuée, mais même avec l'aiguillon de la pénurie, l'inégalité est perçue de façon moins intense et donc n'entraîne pas de conflits. Le mode de vie bourgeois a inondé la société, annulant la volonté de changement radical. Les salariés ne veulent pas d'un autre style de vie, ni d'une autre société ; tout au plus, souhaitent-ils une meilleure position sociale avec un pouvoir d'achat accru. L'antagonisme violent se déplace dans les marges : la contradiction majeure est moins dans l'exploitation que dans l'exclusion. Les principaux protagonistes du drame historique et social ne sont plus les exploités du marché, mais les expulsés et ceux qui refusent d'y entrer : ceux qui se situent hors du « système » en tant qu'ennemis.

La société de masse est une société uniformisée mais fortement hiérarchisée. L'élite dirigeante n'est pas formée par une classe de propriétaires ou de rentiers mais par une véritable classe de gestionnaires. Le pouvoir dérive donc de la fonction, non de la propriété. Le pouvoir de décision se concentre tout en haut de la hiérarchie sociale ; la dépossession, sous forme d'emploi précaire et d'exclusion, se concentre dans la partie la plus basse. Les couches intermédiaires, enfermées dans leur vie privée, ne sentent ni ne souffrent, simplement elles consentent. Cependant, quand la crise économique les atteint, elle les tire vers le bas. Alors, ces strates appelées classes moyennes par les sociologues sortent de cet immobilisme qui est la base du système des partis, contaminent les mouvements sociaux et prennent des initiatives politiques qui se concrétisent par l'apparition de nouveaux partis. L'objectif

n'est évidemment pas l'émancipation du prolétariat, ou une société libre de producteurs libres, ou le socialisme. L'objectif est bien plus prosaïque puisqu'il s'agit uniquement de venir au secours de la classe moyenne, c'est-à-dire, à sa déprolétarisation par la voie politico-administrative.

L'expansion du capitalisme, sur le plan géographique et social, entraîna l'expansion de secteurs salariés liés à la rationalisation du processus de production, à la tertiarisation de l'économie, à la professionnalisation de la vie publique et à la bureaucratisation étatique : fonctionnaires, conseillers, experts, techniciens, employés, journalistes, professions libérales, etc. Leur statut reposait sur la préparation académique, et non sur la propriété de leurs moyens de travail. La social-démocratie allemande classique vit dans ces nouvelles "classes moyennes" un facteur de stabilité qui rendait possible une politique réformiste, modérée et graduelle, et il est clair, un siècle plus tard, que son extension a permis que le processus de globalisation atteigne sa limite sans trop de difficultés. La croissance exponentielle du nombre d'étudiants fut le signe le plus éloquent de sa prospérité ; alors que le chômage des diplômés a été l'indicateur le plus clair de la dévalorisation des études et, en conséquence, le thermomètre de sa soudaine prolétarisation. Sa réponse à cette dégradation n'adopte évidemment pas des traits anticapitalistes, totalement étrangers à sa nature. Elle se concrétise dans une modification modérée de la scène politique qui ravive le réformisme d'antan, centriste ou social-démocrate, appelé pompeusement « assaut aux institutions ».

La classe moyenne, qui se trouve au centre de la fausse conscience moderne, ne peut donc pas se contempler en tant que telle ; selon elle, sa condition est générale. Elle voit tout selon sa propre optique particulière exacerbée par la crise ; ses intérêts sont ceux de toute la société. Sociologiquement, tout le monde appartient à la classe moyenne, ses idéologues s'expriment dans le langage en papier mâché de Negri, Gramsci, Foucault, Deleuze, Derrida, Baudrillard, Bourdieu, Zizek, Mouffe, etc. Selon eux, le « grand événement », la faillite du régime capitaliste, est une chose qui n'arrivera jamais. La révolution est un mythe auquel il vaut mieux renoncer en faveur d'une contestation réaliste qui foment la participation citoyenne à travers les réseaux sociaux, c'est-à-dire, la rabâchée « dialectique de contre-pouvoir », mais qui ne doit pas stimuler le changement révolutionnaire. Politiquement, tout le monde est citoyen, donc membre d'une communauté électrovirtuelle d'électeurs, et en conséquence, doit se passionner pour les élections et les nouvelles technologies. Crétinisme idéologique post-moderne d'un côté, crétinisme parlementaire technologiquement assisté de l'autre, mais crétinisme qui croit au pouvoir.

Sa conception du monde l'empêche de contempler les conflits sociaux comme lutte des classes ; pour elle, ceux-là sont un simple problème de redistribution, une question d'ajustement budgétaire dont la solution est du ressort de l'État, et qui, par conséquent, dépend de l'hégémonie politique des formations qui la représentent. La classe moyenne post-moderne reconstruit son identité politique en opposition, non pas au capitalisme, mais à la « caste », en d'autres termes, à l'oligarchie politique corrompue qui a fait de l'État son patrimoine. Les autres protagonistes de la corruption, banquiers, entrepreneurs et syndicalistes, restent au second plan. La classe moyenne est une classe couarde, tenaillée par la peur, ce qui fait qu'elle cherche à se faire des amis plutôt que des ennemis, mais avant tout elle cherche à ne pas déséquilibrer les marchés ; l'ambition et la vanité apparaîtront avec la sécurité et le calme que dispensent le pacte politique et la croissance. En se constituant sujet politique, son ardeur de classe se consume en entier devant la perspective du parlementarisme ; la bataille électorale est la seule qu'elle pense livrer, et celle-ci se déroule dans les medias et les urnes. Dans ses schémas n'y a pas de place pour la confrontation directe avec ce qui est à l'origine de sa peur et de ses angoisses – le pouvoir de la « caste » – puisqu'elle ne souhaite que rétablir son statut d'avant 2008, réforme qui passe par une réappropriation des institutions, non par leur liquidation.

Le concept de « citoyenneté » offre un succédané identitaire là où la communauté ouvrière a été détruite par le capital. La citoyenneté est la qualité du citoyen, un être doté du droit de vote dont les adversaires semblent n'être ni le capital ni l'État, mais plutôt les vieux partis majoritaires et la corruption, les grands obstacles du sauvetage administratif de la classe moyenne reléguée. L'idéologie citoyenniste, à l'avant-garde du recul social, n'est pas une variante rénovée de l'ouvriérisme stalinoïde ; il s'agit plutôt de la version post-moderne du radicalisme bourgeois. Elle ne se reconnaît même pas dans l'anticapitalisme, qu'elle considère périmé, mais plutôt dans le libéralisme social plus ou moins populiste. C'est ainsi parce qu'elle a pris comme point de départ la vie dégradée des classes moyennes et ses aspirations réelles, même si elle s'appuie sur les masses en risque d'exclusion trop désorientées pour

agir de façon autonome, de même que les mouvements sociaux, trop faibles pour croire possible et encore moins désirable une réorganisation de la société civile en marge de l'économie et de l'État. Sur ce point, le citoyennisme est le fils putatif du néostalinisme raté et de la social-démocratie bloquée. Le programme citoyenniste est un programme de parvenus, très malléable et politiquement correct jusqu'à la nausée, un programme idéal pour arrivistes frustrés et aventuriers politiques au chômage. Les principes n'ont pas d'importance, sa stratégie est consciemment opportuniste, avec des objectifs uniquement à court terme, parfaitement compatibles avec des pactes qui le jour précédant les élections auraient été considérés comme contre nature.

Dans aucun programme citoyenniste ne figurent la socialisation des moyens pour la vie, l'autogestion généralisée, la suppression de la spécialisation politique, l'administration par les conseils, la propriété communale ou la distribution équilibrée de la population dans le territoire. Les partis et alliances citoyennistes ne proposent qu'une simple répartition des revenus afin d'élargir la base bourgeoise, ils luttent pour des budgets institutionnels qui freineraient les privatisations, élimineraient les coupes budgétaires et atténueraient la précarité du travail, que ce soit par la création de petites entreprises ou par la cooptation d'une majorité sous-employée de diplômés dans les tâches administratives, intentions qui ne sont pas rupturistes. Ils n'arrivent pas dans l'arène politique en tant que subversifs mais comme animateurs ; ils ne sont pas sérieux lorsqu'ils disent vouloir changer la constitution de 1978. Ils n'ont pas encore mis un pied dans l'arène que déjà ils font étalage de réalisme et modération, brandissant le drapeau monarchique et tendant la main à la « caste » vilipendée. Ils sont conscients qu'une fois consolidés comme organisations et en possession d'un capital médiatique suffisant, l'étape suivante sera une gestion de ce qui existe plus claire et efficace qu'auparavant. Aucune mesure déstabilisatrice ne leur convient car les leaders citoyennistes doivent prouver que l'économie fonctionnera plus harmonieusement si ce sont eux qui sont aux commandes du vaisseau étatique. Forcément, ils doivent se présenter comme l'espérance de sauvetage pour l'économie, c'est pourquoi leur projet identifie progrès avec productivité et postes de travail. Il s'agit donc d'un projet productiviste qui cherche la croissance industrielle et technologique, créant des emplois, redistribuant les revenus et augmentant les exportations, soit en recourant à des réformes du système fiscal, soit en exploitant de façon intensive les ressources territoriales, tourisme inclus. Le moins important est que les emplois soient utiles socialement et répondent à des besoins authentiques. Le réalisme économique commande et complète le réalisme politique : rien ne doit rester en dehors du champ politique et rien en dehors du marché, tout pour le marché.

Le relatif essor du citoyennisme, avec ses variantes nationalistes, démontre la profondeur insuffisante de la crise économique qui, loin d'éclairer les divisions sociales et les causes de l'oppression donnant lieu à une protestation consciente et organisée qui se proposerait la destruction du régime capitaliste, a permis à d'autres de les dissimuler grâce à une fausse opposition qui loin de questionner le système de domination le renforce. Une crise qui est donc restée à mi-chemin, sans déchaîner des forces radicales. Cependant, les crises vont continuer et à long terme leurs conséquences ne pourront pas être camouflées comme question politique et finiront par émerger comme question sociale. Tout dépendra du retour de la lutte sociale véritable, éloignée des media et de la politique, parcourue d'initiatives nées dans les secteurs les plus déracinés parmi les masses, parmi ceux qui ont peu à perdre s'ils décident de couper les liens qui les rattachent au destin de la classe moyenne. Mais ces secteurs potentiellement anti-système paraissent aujourd'hui épuisés, sans force pour s'organiser de façon autonome, incapables de s'ériger en sujet indépendant, et c'est ainsi que le citoyennisme a le champ libre, frappant doucement à la porte des parlements et des mairies afin qu'on les laisse entrer. C'est la tragi-comédie de notre temps.

Miquel Amorós, revue Argelaga, 30 avril 2015

QUAND LE CAPITALISME SE PRÉTEND ÉCOLOGISTE

Depuis que le capitalisme est apparu sur cette planète, il n'a rien fait d'autre que détruire les milieux naturels afin d'en forger un autre qui lui soit propre et auquel les individus furent forcés de s'adapter. La science et la technique reçurent une impulsion décisive et furent pleinement développées malgré les résistances à une telle adaptation, au point que le capitalisme non seulement a réussi à surmonter tous ces obstacles, mais surtout qu'il les a transformés systématiquement en opportunités pour sa propre expansion. La croissance, inhérente à sa nature, ne s'arrêtera pas tant qu'une humanité exploitable

existera, et c'est précisément à ce nouveau défi que le capitalisme est actuellement confronté. Car à mesure que le système productif s'étend, il devient de plus en plus destructeur.

La colonisation marchande des terres et de la vie, de l'espace et du temps, ne peut être arrêtée sans s'interroger sur ses principes fondamentaux, pas plus qu'elle ne peut se poursuivre sans mettre en danger l'espèce humaine elle-même. Par conséquent, la crise écologique mène à une crise sociale. Le capitalisme doit continuer à croître pour prévenir cette crise, mais il doit le faire sans que les dégradations qui accompagnent cette croissance ne parviennent à la conscience de ceux qui en sont les victimes. Pour accomplir cela, le capitalisme doit improviser des réformes économiques, technologiques et politiques qui, en même temps qu'elles dissimulent les nuisances, permettent aux gens de vivre avec ces dernières, tout en continuant de profiter du système.

La production comme la consommation doivent subir, comme disent les experts, « un changement de paradigme ». Les habitudes de consommation, tout comme les activités économiques et politiques doivent changer, évidemment pas pour « sauver la planète » et moins encore pour préserver l'espèce humaine, mais pour permettre au capitalisme de se perpétuer. C'est pourquoi les politiciens se décourrent maintenant une âme verte. Et c'est ainsi que le capitalisme devient écologiste. L'éveil de la conscience écologiste remonte à loin. Dès 1955, Murray Bookchin a mis en garde contre les dangers pour la santé des additifs alimentaires, et avec Rachel Carson en 1962, ils dénonçaient les effets nocifs des pesticides. L'abondance promise par le capitalisme s'est révélée être une abondance empoisonnée.

La crise est renforcée par l'accroissement massif de la pollution de l'air et de l'eau ; par une accumulation croissante de déchets non biodégradables, de résidus de plomb, de traces de pesticides et d'additifs toxiques dans la nourriture ; par l'extension des villes en vastes banlieues urbaines ; par l'accroissement du stress dû à l'encombrement des transports, au bruit et à la vie de masse ; et par les intolérables cicatrices infligées à la terre par l'exploitation minière et forestière et par la spéculation sur le patrimoine. Au final, la terre a été pillée en quelques décennies à une échelle sans précédent depuis que l'homme vit sur la planète. Socialement, l'exploitation et l'aliénation bourgeoise ont appauvri la vie quotidienne jusqu'au point le plus extrême de vide et d'ennui. La société ayant été transformée en usine et en marché, sa principale raison d'être est la production et la consommation pour son seul bénéfice. La société de consommation et l'anarchisme, 1967.

L'exode rural, l'industrie alimentaire, la chimisation de la vie et la lèpre urbanistique ont imposé un mode de vie consumériste, brutal, égoïste et névrosé, submergé par un environnement artificiel et atomisant.

En conclusion d'une époque de révoltes – le ghetto noir américain, le mouvement pacifiste britannique, les provos hollandais, la jeunesse allemande, le mai 68 français – Guy Debord a déclaré : La pollution et le prolétariat sont aujourd'hui les deux côtés concrets de la critique de l'économie politique. Le développement universel de la marchandise s'est entièrement vérifié en tant qu'accomplissement de l'économie politique, c'est-à-dire en tant que « renoncement à la vie ». Au moment où tout est entré dans la sphère des biens économiques, même l'eau des sources et l'air des villes, tout est devenu le mal économique. La simple sensation immédiate des « nuisances » et des dangers, plus oppressants à chaque trimestre, qui agressent tout d'abord et principalement la grande majorité, c'est-à-dire les pauvres, constitue déjà un immense facteur de révolte, une exigence vitale des exploités, tout aussi matérialiste que l'a été la lutte des ouvriers du XIXe siècle pour la possibilité de manger. Déjà les remèdes pour l'ensemble des maladies que crée la production, à ce stade de sa richesse marchande, sont trop chers pour elle. Les rapports de production et les forces productives ont enfin atteint un point d'incompatibilité radicale, car le système social existant a lié son sort à la poursuite d'une détérioration littéralement insupportable de toutes les conditions de vie.

Internationale situationniste, "Thèses sur l'Internationale situationniste et son temps", §17, dans La véritable scission dans l'Internationale, éd. Champ Libre, 1972.

Bien que l'approche en termes de lutte des classes ait été ici posée en termes historiques précis, la capacité du capitalisme à survivre aux catastrophes qu'il génère lui-même a été sous-estimée alors que la capacité de la conscience historique à devenir une force subversive a été surestimée. Ainsi, alors que les œuvres de Lewis Mumford, Bernard Charbonneau, Bertrand Russell, Jacques

Ellul ou Murray Bookchin sont passées totalement inaperçues, et que la conscience écologiste a été prise au piège du mysticisme et du réformisme loin d'un prolétariat indifférent, le capitalisme a dépassé quantitativement ses contradictions par un bond en avant, grâce au développement de l'industrie nucléaire, l'accroissement de la production automobile, la création de nouvelles générations de pesticides plus dangereux, inondant le marché de produits chimiques mortels et dispersant dans l'atmosphère des milliers de tonnes de gaz polluants. Lorsque, dans la décennie suivante, de telles solutions ont mené à des catastrophes comme Tchernobyl, Seveso, Bhopal, le syndrome de l'huile toxique engendré par des organophosphorés, mais attribué à l'huile de colza frelatée [cf. Jacques Philipponneau, Relation de l'empoisonnement perpétré en Espagne et camouflé sous le nom de Syndrome de l'huile toxique, éditions de l'Encyclopédie des Nuisances, 1994 ; NdT], le trou dans la couche d'ozone et le changement climatique global – sans parler de la destruction d'une grande partie des territoires par l'urbanisation et le tourisme de masse – il y avait peu de mouvements d'opposition à ces nuisances et le mouvement écologique apparu alors est devenu le complice du capitalisme et le rénovateur de sa politique.

Les dirigeants de l'économie et de l'Etat, en constatant les conséquences catastrophiques de leur gestion, loin d'être intimidés, se proclamèrent les champions de la lutte contre le désastre et, avec l'aide des experts et des écologistes, instaurèrent un état d'urgence écologique, c'est-à-dire une économie de guerre mobilisant toutes les ressources naturelles et humaines et les mettant au service du développement global, en incorporant leur "coût environnemental" – à savoir le montant des dépenses nécessaires à la reconstruction et à l'aménagement paysager afin d'atteindre un niveau tolérable de dégradation.

L'Encyclopédie des Nuisances a fondé sa cause sur la dénonciation de cette opération de maquillage qui est l'alibi de la domination. La censure de la critique sociale latente dans la lutte contre les nuisances a pour principal agent l'écologisme : l'illusion selon laquelle on pourrait efficacement refuser les résultats du travail aliéné sans s'en prendre au travail lui-même et à toute la société fondée sur l'exploitation du travail. Quand tous les hommes d'État deviennent écologistes, les écologistes se déclarent sans hésitations étatistes. [...] Les écologistes sont sur le terrain de la lutte contre les nuisances ce qu'étaient, sur celui des luttes ouvrières, les syndicalistes : des intermédiaires intéressés à conserver les contradictions dont ils assurent la régulation, des négociateurs voués au marchandage (la révision des normes et des taux de nocivité remplaçant les pourcentages des hausses de salaire), des défenseurs du quantitatif au moment où le calcul économique s'étend à de nouveaux domaines (l'air, l'eau, les embryons humains ou la sociabilité de synthèse) ; bref, les nouveaux courtiers d'un assujettissement à l'économie dont le prix doit maintenant intégrer le coût d'un « environnement de qualité ». On voit déjà se mettre en place, cogérée par les experts "verts", une redistribution du territoire entre zones sacrifiées et zones protégées, une division spatiale qui réglera l'accès hiérarchisé à la marchandise-nature. Quant à la radioactivité, il y en aura pour tout le monde." Adresse à tous ceux qui ne veulent pas gérer les nuisances mais les supprimer, 1990 (<https://sniadecki.wordpress.com/2012/04/02/edn-adresse-fr/>).

La gestion optimale des ressources mondiales s'est matérialisée dans des choses telles que l'ingénierie génétique agricole, la maladie de la vache folle et la grippe aviaire. En fait, l'état d'urgence écologique annoncé par l'Encyclopédie des Nuisances a transformé la planète en un vaste laboratoire d'expérimentations technoscientifiques et sa population entière en cobayes. La catastrophe a perdu sa dimension nationale et sort du cadre de l'Etat avec la mondialisation. La crise écologique ne se limite plus à certaines zones ultra-industrialisées, mais appelle une réponse plus globale. Ainsi, les sommet environnementaux qui se sont tenus entre 1988 et 1997 ont servi à établir le modèle de développement capitaliste des années suivantes : Toronto, Rio de Janeiro, Copenhague et Kyoto. Ils ont avancé des propositions innovantes pour sauver le développement et combattre le changement climatique sans toucher au système : Agenda 21, développement durable, développement social, développement local, etc. Ensemble de contradictions dans les termes, le développement n'étant jamais local, social ou durable parce que jamais le capitalisme ne se développe en faveur des territoires, des opprimés et de la nature.

Mais ce que font clairement les dirigeants incontestés de l'économie mondiale n'est pas un euphémisme de développementaliste, car même en s'appuyant sur les technologies modernes, tout cela ne peut fonctionner sans des mesures politiques et sociales capables de réduire les populations afin de leur faire adopter de nouvelles habitudes de consommations rentables

– l'adoption généralisées de ces technologies réduit le coût de leur mise en œuvre et encourage l'esprit d'entreprise en ce sens.

La lutte contre le changement climatique peut objectivement être favorisée par l'accroissement inéluctable du prix du pétrole et d'autres combustibles fossiles, mais c'est aux « pouvoirs publics », c'est-à-dire aux politiciens (au moins dans un premier temps), de promouvoir les entreprises « vertes » en obligeant les populations à consommer les produits et les services certifiés « respectueux de l'environnement » ou en imposant une « nouvelle fiscalité » qui réconcilie la « culture d'entreprise » avec la nature, pénalise les vieilles habitudes polluantes et le gaspillage de l'énergie – toutes choses qui étaient normales hier encore mais sont maintenant répréhensibles aux yeux de l'« économie verte ».

En ce sens, les Etats, les partis politiques, les instances internationales et dans une moindre mesure les « forums sociaux », les ONG et les « observatoires du développement durable » jouent le rôle de mécanisme de régulation auxiliaires du marché mondial ; rôle qui avait disparu au début de la mondialisation.

Soudain, le contrôle de la production de ciment, d'engrais ou de fibres synthétiques, le recyclage des déchets, la construction de centrales nucléaires, d'usines de dessalement de l'eau de mer ou de terrains de golf, les investissements dans les énergies renouvelables ou les cultures pour des agrocarburants, etc. sont devenues des questions politiques. C'est alors que tous les dirigeants économiques et politiques découvrent qu'ils sont écologistes. L'isolation thermique, les lampes basse consommation, de nouvelles normes pour la construction et la fabrication des moteurs d'automobiles, et plus généralement la restructuration de divers types d'activités nécessitent un financement important qui ne s'accompagne pas d'une rentabilité suffisante et que, par conséquent, le marché ne peut assumer. C'est le rôle de l'Etat et des bureaucraties politiques de lui prêter main forte.

Les préoccupations écologiques des dirigeants se conforment au mouvement de marchandisation totale de la planète, lui-même dû à la nécessité impérieuse de croissance du capital. Les destructions causées par le développement de la production sont d'une telle ampleur qu'elle requièrent une gestion maîtrisée non seulement des moyens de production et des forces productives, mais aussi du territoire, de sa culture et de son histoire, de la flore et de la faune, de l'eau et de l'air, de la lumière et de la chaleur, toutes maintenant transformées en « ressources », c'est-à-dire en matière première des activités tertiaires et des forces productives d'un nouveau genre.

La revitalisation institutionnelle que nécessite l'environnement comme secteur de production et la « sécurité énergétique » a remis en selle le parti de l'Etat [cf. Miquel Amorós, Le parti de l'Etat, 1998 ; NdT], c'est-à-dire la bureaucratie politico-administrative, qui ne se limite plus seulement à un conglomerat de sociaux-démocrates, de néo-staliniens, de verts et de citoyenistes. Un réformisme ouvert est à la mode, qui accepte les conservateurs et l'extrême droite, parce que tout le monde comprend que, dans la perspective d'une catastrophe, ils doivent resserrer les rangs face aux réfractaires et gagner du temps pour l'économie.

Face à un capitalisme négatif, qui ne veut pas geler le développement pour contrôler les émissions de gaz à effet de serre, un étrange capitalisme altruiste présente une destruction à visage humain en parlant de développement durable et d'éducation à la citoyenneté, de l'efficacité énergétique, des panneaux solaires sur les toits et des écotaxes, sans que pour autant soit ralentie d'un iota la construction d'autoroutes, de lignes de TGV ou l'étalement urbain. On joue le développementalisme environnemental contre le développementalisme classique.

Evidemment, le coût de la domination s'est envolé avec la pollution, le changement climatique et le pic pétrolier, situation que le marché ne peut résoudre comme auparavant. Et le décollage du secteur de l'économie environnementale n'y suffira pas non plus. La survie du capitalisme exige une mobilisation générale de tous les dirigeants au niveau local, national et international en faveur de la reconversion de l'exploitation du travail et du social vers un mode de vie subordonné aux impératifs d'une consommation renouvelée ; l'Etat, en tant que mécanisme de coercition, redevient rentable. C'est là l'essence de l'économie capitaliste et de ses valets, qu'ils soient de droite ou de gauche.

Il reste possible que ce processus de reconversion puisse rencontrer de sérieuses résistances de la part des populations qui auront à souffrir de ses effets ; c'est la raison pour laquelle les dirigeants doivent développer de nouvelles formes de contrôle social, en commençant dans les écoles, les

médias, l'assistance sociale, etc. aussi bien que dans la police et l'armée. Le capitalisme et la bureaucratie n'ont aucun idéal à réaliser, mais un ordre à défendre, à l'échelle locale aussi bien que mondiale. Pour eux, les problèmes de politique étrangère et les conflits sociaux sont immédiatement des problèmes de sécurité qui, en dernière extrémité, se résolvent manu militari. L'éco-fascisme sera probablement la forme politique du règne écologique de la marchandise.

En l'absence de luttes sérieuses ou, ce qui revient au même, de conscience historique, apparaissent des pseudo-réformistes qui nous vendent leur « pragmatisme » et leurs « petites victoires » sur la politique institutionnelle et le modèle capitaliste, véritables utopistes qui parlent de « convivialité », car pour eux le remède au mal ne viendra pas d'une lutte de libération, mais de l'application pacifique d'une formule magique, à savoir la « décroissance ». Les moyens pour réaliser cette fin ne viendront pas, selon eux, d'un conflit né de l'antagonisme entre une partie de la population avec la société capitaliste, industrielle et consumériste en son ensemble, mais d'une immense accumulation d'initiatives particulières conviviales – avec de bonnes vibrations –, peut-être institutionnellement encouragées et soutenues par des partis politiques, des « réseaux » et des ONG qui ont la capacité de convaincre des avantages qu'il y a à sortir de l'économie.

Les partisans de la décroissance se méfient des méthodes révolutionnaires : avant tout, il faut qu'il ne se passe rien... Et il ne se passera rien tant que le capitalisme tolérera un certain degré d'auto-exclusion au sein de la société qu'il a colonisée. D'ailleurs, une bonne partie de la population mondiale est de fait exclue du marché et vit en marge de l'économie. Il est même possible de tirer des bénéfices de l'auto-exclusion à travers des programmes d'aide sociale, de tourisme alternatif et de subventions européennes. C'est ce que les experts appellent l'économie du « tiers secteur » [ou encore « économie sociale et solidaire », NdT].

Quoiqu'il en soit, il ne s'agit pas de modifier graduellement les marges de la société capitaliste, mais bien de créer une société nouvelle. Transformer le monde, pas se réfugier sur des îles. Et pour en arriver là, il faut en passer par un conflit, où il faudra faire preuve de force et de détermination, afin que la société se divise en deux fractions irréconciliables. Une fraction qui veut abolir les relations de production et de consommation, en finir avec l'exploitation du travail et libérer la vie quotidienne de la marchandise, préserver la terre et retrouver un équilibre avec la nature. Et une autre fraction qui veut à tout prix défendre le statu quo industriel et développementaliste. Aucun programme convivial ne pourra résoudre les problèmes engendrés par le capitalisme, parce que le pari sur la pacification sociale empêche la crise écologique d'engendrer une crise sociale, alors que c'est précisément le contraire qui est nécessaire, c'est-à-dire tendre jusqu'à la limite la corde de l'oppression qui maintient unis les différents secteurs de la société afin de provoquer une « fracture sociale » irréparable.

Lorsque les victimes du capitalisme décideront d'organiser leur vie en fonction de critères humains, décidés par tous et à l'aide de leurs propres institutions, alors ce sera le moment des programmes alternatifs, des expériences autonomes qui restaureront les équilibres sociaux et naturels et des communautés sur des bases libres. Une société libertaire ne peut être réalisée que par une révolution libertaire.

Miquel Amorós

Conférence donnée à La Mistelera (Dènia) et à la Casa els Flares (Alcoy) le 28 et 29 décembre 2007.